



HAL
open science

L'Institut français d'Archéologie de Beyrouth (1946-1977)

Mathilde Gelin

► **To cite this version:**

Mathilde Gelin. L'Institut français d'Archéologie de Beyrouth (1946-1977). Syria. Archéologie, art et histoire, 2005, 82, pp.279-330. hal-03138792

HAL Id: hal-03138792

<https://hal.science/hal-03138792>

Submitted on 11 Feb 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License

SYRIA

REVUE D'ART ORIENTAL ET D'ARCHÉOLOGIE

publiée par
l'Institut français du Proche-Orient

Tome 82
Année 2005



Volume publié avec le concours
du ministère des Affaires étrangères (DGCID)
et du Centre national de la recherche scientifique (FRE 2895)

ifpo

BEYROUTH

VARIÉTÉ

L'INSTITUT FRANÇAIS D'ARCHÉOLOGIE DE BEYROUTH 1946-1977

*Mathilde GELIN
Institut français du Proche-Orient, Damas*

Fondé en 1946 par le ministère français des Affaires étrangères qui en confia la direction à Henri Seyrig, l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth a constitué l'un des lieux privilégiés de la recherche archéologique grâce, en particulier, à la personnalité de ses directeurs successifs ainsi qu'à sa bibliothèque, qui était connue pour être l'une des meilleures du Proche-Orient.

La réputation de l'établissement est demeurée en grande partie celle d'un haut lieu pour les recherches bibliographiques et documentaires jusqu'en 1975. Pour autant, l'institut ne s'était pas détourné de la recherche sur le terrain, comme en témoignent l'activité de la mission de Syrie du Nord et la création de la mission de Tell Arqa. À la fin des années soixante-dix, cette orientation a été précipitée par la guerre du Liban, le départ des chercheurs vers la Syrie et l'ouverture de deux antennes en Jordanie puis en Syrie. Privé de sa bibliothèque, l'institut s'est consacré à l'organisation de fouilles, de prospections et de restaurations dans les trois pays. C'est alors que, pour affirmer cette évolution, il a pris en 1977 une nouvelle appellation, Institut français d'Archéologie du Proche-Orient (IFAPO) ¹.

La présente étude a été menée d'après les archives conservées à l'IFAPO de Beyrouth, mais aussi grâce aux témoignages des principaux acteurs qui animent aujourd'hui encore l'histoire et l'archéologie du Proche-Orient, et avec l'amicale collaboration de certains d'entre eux ².

1. Devenu IFPO (Institut français du Proche-Orient) le 1^{er} janvier 2003, par fusion avec l'IFÉAD et le CERMOC (Institut français d'études arabes de Damas et Centre de recherches sur le Moyen-Orient contemporain). Les zones de compétence de l'institut sont la Syrie, le Liban, la Jordanie et, depuis le 1^{er} janvier 2002, l'Irak et la Palestine.

2. J'ai grand plaisir à remercier ici ceux qui m'ont aidée à la réalisation de ce texte, et tout particulièrement les directeurs de l'IFAPO qui m'ont soutenue et très gentiment conseillée sans ménager leur temps, MM. Jean-Louis Huot et François Villeneuve. Je remercie vivement M. Jean-Claude Gardin, qui a participé à la rédaction d'un chapitre de ce texte, ainsi que M. Pierre Leriche qui a procédé à une relecture de l'ensemble, et M. Georges Tate, dont la contribution va bien au-delà d'un simple témoignage : ses conseils m'ont été très précieux. Un très grand merci aussi à toutes les personnes que ce travail m'a permis de rencontrer et qui ont volontiers accepté de répondre à mes questions (je ne peux les citer toutes ; on se reportera aux sources en fin d'article) et, parfois, de me prêter des documents photographiques. Je pense notamment à Mme Agnès Schlumberger et à M. Duncan Youngerman. Bien entendu, ce travail doit beaucoup à l'institution elle-même, ainsi qu'à l'équipe de l'IFAPO de Beyrouth qui m'a apporté son aide lors de mes séjours pour consultation d'archives en 1995, spécialement Mme Raymonde Khayata

RAPPEL HISTORIQUE

L'histoire du Liban durant la période qui va de l'indépendance (1946³) à la guerre qui a déchiré le pays (1975-1991) est complexe. Elle est caractérisée par des affrontements à la fois politiques et militaires, qui sont aggravés par des interventions extérieures sur fond de guerre froide et de lutte entre pays arabes et Israël. Ces divers événements ont pu marquer, à des degrés divers, le fonctionnement et l'histoire de l'institut ; nous en présentons ici un très bref aperçu⁴.

Durant toute la période concernée, le Liban connaît des dissensions politiques et intercommunautaires, et affronte des situations économiques parfois délicates. De plus, dans la région, de nombreux troubles surviennent après le partage de la Palestine voté par l'ONU le 29 novembre 1947 et la création de l'État d'Israël, puis culminent avec la « guerre des Six jours » en 1967 et perdurent par la suite. L'opinion libanaise apparaît divisée entre les partisans des Palestiniens favorables à une réaction armée et les partisans de la neutralité. À cela s'ajoutent l'afflux massif de réfugiés palestiniens au Liban, les attaques menées par les Palestiniens depuis le Liban Sud contre Israël, et les raids israéliens contre le territoire libanais, qui exacerbent les tensions.

Sur la scène internationale, des éléments de discorde naissent, entre autres, entre l'Égypte et certains pays arabes qui prônent le panarabisme et cultivent des relations avec l'URSS, et les Occidentaux, notamment les représentants du Pacte Atlantique. Ces discordes se reflètent également au Liban, partagé entre les divers courants.

L'ensemble de ces divisions se confirme et s'aggrave jusqu'à la guerre du Liban, et au-delà.

LES CONDITIONS DE LA CRÉATION DE L'INSTITUT : SERVICE DES ANTIQUITÉS ET MISSION ARCHÉOLOGIQUE PERMANENTE

Au cours de la période du mandat français en Syrie et au Liban (1920-1946), représenté sur place par une administration placée sous l'autorité d'un Haut-Commissariat du mandataire au Levant, la France a fondé un service des Antiquités commun aux deux pays et placé sous sa tutelle⁵. Après sa mise en place par les soins de Jean Chamonard⁶ en 1920, le service a été dirigé successivement par Charles Virolleaud (1921-1929), Henri Seyrig (1929-1941) et Maurice Dunand (1941-1944). Ce service s'est, en particulier, appliqué à développer l'infrastructure nécessaire à son bon fonctionnement, à créer un certain nombre de musées, à mettre en place des législations sur les antiquités, à protéger et restaurer des monuments en cours de dégradation et à organiser des fouilles archéologiques. Avec l'indépendance en 1946, chacun des deux pays a constitué son propre service des Antiquités⁷.

Dès 1921, les missions de terrain étaient réservées à la Mission archéologique permanente créée par le général Gouraud, alors Haut-Commissaire. Mais, dans la mesure où le directeur du service des Antiquités était également celui de la mission, celle-ci est peu à peu tombée en désuétude et ses fonctions ont été assumées par le service.

et M. Frédéric Alpi, alors pensionnaire scientifique, et à la rédaction de *Syria* qui publie aujourd'hui cet article. Grâce à ces diverses contributions et à ces appuis, ce travail apparaît plus comme le résultat d'une œuvre collective qui l'aura rendu moins imparfait ; les défauts et faiblesses de ce texte ne sont imputables qu'à moi.

Une première version de cette étude avait été rédigée en 1995 à la demande de M. François Villeneuve, alors directeur de l'IFAPO.

3. La France, pouvoir mandataire, transfère officiellement ses pouvoirs au Liban le 1^{er} janvier 1944, et quitte le pays le 31 décembre 1946.

4. Se reporter à AMMOUN 2005 ; CLOAREC et LAURENS 2000 ; GRESH et VIDAL 2003 ; LEMARCHAND 1994 ; PICARD 1988 ; PICAUDOU 1989 ; SELLIER et SELLIER 2002, ainsi qu'aux bibliographies que ces ouvrages présentent.

5. GELIN 2002.

6. Lorsqu'ils sont connus, les prénoms sont écrits en toutes lettres lors de la première citation, puis apparaissent sous forme d'initiale. Les citations, entre guillemets, respectent l'orthographe et la casse originales des noms propres.

7. Le Liban possédait déjà un service relativement autonome.

C'est seulement à la fin de 1943, à l'approche de l'indépendance des pays sous tutelle française, que la Mission permanente a été réactivée⁸. Cette mission, fixée à Beyrouth, ne dépendait plus du Haut-Commissariat mais de la Délégation générale de la France au Levant (la disparition de la Délégation correspond, à son tour, à la création d'une ambassade de France au Liban). Elle devait peu à peu disparaître avec la création de l'Institut français d'Archéologie.

LA CRÉATION DE L'INSTITUT (1945-1946)

I. Naissance de l'institut

1. Les étapes de la création

En 1882, puis en 1899, Charles Clermont-Ganneau exprimait le souhait de la création d'une « station d'archéologie orientale » à Beyrouth, dépendant de l'École française du Caire⁹. Ce vœu n'avait pas eu de suite, peut-être du fait de la volonté par trop affichée de Ch. Clermont-Ganneau de faire de cette « station » une source d'approvisionnement du nouveau département des Antiquités orientales du musée du Louvre en œuvres d'art du Levant (voir document 1).

L'idée de l'implantation d'un établissement d'archéologie au Proche-Orient a cependant mûri pour se concrétiser à la fin de la seconde guerre mondiale. À ce moment-là, dans le domaine de l'archéologie et des antiquités, la France était représentée en Syrie par Maurice Dunand, qui était à la tête du service des Antiquités. Au Liban, le service était dirigé par l'Émir Maurice Chéhab, et la France n'y jouait plus un rôle de premier plan. Le projet de création de l'Institut français d'Archéologie à Beyrouth remonterait à la fin de l'année 1944¹⁰ ; il s'est précisé en janvier 1945 lors d'une réunion de personnalités scientifiques¹¹ au ministère des Affaires étrangères, sous la présidence de Henri Laugier, directeur du service des Œuvres françaises à l'étranger. Il sembla alors à ces personnalités « souhaitable de créer au Liban, à Beyrouth, un Institut français d'archéologie ».

Pour les membres de ce conseil, l'institut, dont les attributions seraient délimitées « face à l'Institut de Damas »¹², ferait porter ses recherches sur l'archéologie classique (« y compris la Syrie byzantine ») et l'archéologie orientale (« hautes époques »). De fait, au cours de la période traitée ici, les missions de terrain organisées par l'institut ont concerné les époques classique et byzantine, les grandes missions de l'Orient ancien étant demeurées dépendantes de la Commission des fouilles¹³. Un certain nombre de pensionnaires nommés à l'institut menaient cependant des recherches sur l'Orient ancien.

Toujours selon ce conseil, l'activité de l'institut « s'étendrait au contrôle des fouilles françaises en Irak », car il était alors « impossible de créer un Institut à Bagdad »¹⁴. Son personnel comprendrait un directeur, trois pensionnaires, un architecte, un secrétaire. En ce qui concerne les pensionnaires, les noms de « Duval et Quoniam » sont cités. « Le nom de M. Seyrig fait l'unanimité pour la direction de l'Institut de Beyrouth¹⁵ ». Il était également prévu d'attribuer au futur institut la bibliothèque « qui relevait jadis du Service des Antiquités ».

8. Voir plus bas.

9. CLERMONT-GANNEAU 1900, p. 319-322.

10. De M. Dunand à H. Laugier, Beyrouth, 15 avril 1945. Dunand précise que « toute cette affaire » a été menée depuis « décembre dernier », soit en décembre 1944.

11. Étaient présents : « MM. H. Laugier, Président ; R. Dussaud, Secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres ; G. Salles, Directeur des musées nationaux ; J. Sauvaget, Directeur d'études à l'École des Hautes Études ; Seyrig, ancien directeur des antiquités en Syrie ; L. Robert, Professeur au Collège de France ; Varin. »

12. Devenu Institut français d'Études arabes de Damas (IFÉAD). Sur cet institut, voir AVEZ 1993.

13. D'après G. Tate.

14. Rapport de cette réunion, tenue le 15 janvier 1945.

15. Au sortir de la guerre, H. Seyrig aurait préféré la direction d'un institut d'archéologie à Beyrouth à un poste qu'on lui proposait aux États-Unis. Entretien avec J.-C. Margueron.

Après avis de la Délégation française en Syrie et au Liban, ce projet fut accepté et, en mai 1945, H. Seyrig, alors Conseiller culturel à New York, négocia les conditions d'existence de l'institut. Il suggéra des noms pour les futurs pensionnaires¹⁶ et insista, par exemple, sur la nécessité d'avoir une bibliothèque (voir plus bas et document 4). Il proposa, ainsi qu'il était prévu en janvier, de récupérer celle du service des Antiquités constituée à l'époque du mandat et provisoirement reprise par M. Dunand pour la Mission archéologique permanente (voir plus bas). Cette bibliothèque avait été créée en grande partie grâce aux fonds que la France (gouvernement et Académie des Inscriptions) avait engagés au Levant, soit deux tiers des livres, l'autre tiers ayant été acquis sur les fonds des Intérêts communs aux États. Afin de récupérer la bibliothèque dans son ensemble, H. Seyrig proposa de procéder à des échanges avec le Liban et la Syrie. Ainsi, en remplacement des ouvrages financés par les États libanais et syrien, la France en donnerait d'autres « qui étaient encore disponibles en librairie ».

Cette proposition a été acceptée par le Liban où la totalité de la bibliothèque a été remise à l'institut¹⁷. En revanche, la Syrie a décidé de garder tous les ouvrages du service qui avaient été achetés sur fonds syriens.

Le 13 octobre 1945, trois mois après sa création au ministère des Affaires étrangères, la Commission consultative des fouilles de la Direction générale de la coopération internationale et du développement¹⁸ octroya un crédit exceptionnel (voir document 9) de deux millions de francs pour « organisation d'un Institut à Beyrouth et fouilles »¹⁹ ; s'il n'était pas encore établi par décret officiel, l'institut était déjà mis en place à la fin de l'année 1945.

Enfin, c'est le 5 juin 1946 que l'institut est officiellement né, sous la forme d'un courrier²⁰ du ministre des Affaires étrangères au Délégué général de la France au Levant (voir document 5) qui plaça l'institut « sous le contrôle et le patronage de l'Université de Paris et de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres ». C'est afin d'asseoir le prestige et l'autorité de l'institut « vis-à-vis des gouvernements syrien et libanais » qu'il a été demandé à l'Académie son patronage, accordé par le Secrétaire perpétuel René Dussaud²¹. Enfin, le patronage de l'Université de Paris conférait à l'institut un « aspect d'indépendance et de science pure qui le [faisait] apprécier »²², aspect renforcé par la coopération fréquente entre l'institut et le Centre national de la recherche.

Le 19 août de la même année, le président de la République et le gouvernement libanais donnèrent leur agrément à la création de l'institut²³.

2. M. Dunand et le sort de la Mission archéologique permanente

Le nom de la Mission archéologique permanente n'est pas mentionné une seule fois dans le compte rendu de la réunion de janvier 1945 projetant la création de l'institut. Or, selon la même logique que les autorités françaises et H. Seyrig ont appliquée pour récupérer les biens que la France avait engagés dans le service des Antiquités durant son mandat, dès la fin de 1943, M. Dunand avait, de son propre

16. De H. Seyrig à « Henri Laugier, Direction Générale des Relations Culturelles à Paris », New York, 15 mai 1945, et de H. Seyrig au « Comte Stanislas Ostrorog, Conseiller Politique à Beyrouth », New York, 8 mai 1945. Ces deux noms ne sont pas précisés et ne sont pas nécessairement ceux cités plus haut.

17. Télégramme n° 1410 de « Diplomatie » à « Beyrouth », du 23 novembre 1946, portant copie d'un télégramme du 4 novembre adressé à M. Dunand, et entretien avec E. Will.

18. La Commission a été créée en 1945 au sein du ministère, remplaçant et unifiant les commissions précédentes qui appartenaient à diverses instances. Voir plus bas et GRAN-AYMERICH 2005, p. 31-35.

19. Compte rendu du 30 octobre 1945 de la réunion plénière de la Commission des fouilles du 13 octobre 1945.

20. N° 634/RC. Cette lettre fait acte de document officiel fondateur de l'institut. Je n'ai pas trouvé, dans les archives de l'institut, d'arrêté officiel. Dans un formulaire rempli par H. Seyrig pour la Mission culturelle de la France au Liban en 1965, c'est cette lettre qui est mentionnée à la rubrique « Nature de l'acte portant création », de même qu'à celle de « Statut juridique au regard de la loi française ».

21. Voir document 5, lettre n° 2657/RC du 30 octobre 1946.

22. Voir document 6 et plus bas, « Structure de l'institut ».

23. De H. Seyrig au « Ministre des Affaires Étrangères, Direction Générale des Relations Culturelles », Beyrouth, août 1946.

chef et avant même l'expiration officielle du mandat, demandé aux autorités françaises au Levant la réactivation de la mission auparavant tombée en désuétude. Il en assumait alors les fonctions de directeur, des membres y avaient été affectés²⁴ et la bibliothèque du service des Antiquités, reprise.

Cependant, à Paris on estimait que M. Dunand avait « suffisamment d'activités et de responsabilités » puisqu'il occupait en Syrie le poste de directeur du service des Antiquités et, par ailleurs, dirigeait les fouilles des sites de Byblos et de Sidon au Liban, sans compter celui de Raqqa que le gouvernement syrien s'appropriait à lui confier.

Néanmoins, le 24 mai 1945, M. Dunand cessa ses fonctions de directeur du service des Antiquités de Syrie, se trouvant ainsi disponible pour diriger la Mission permanente. Mais celle-ci fut supprimée en 1946, l'institut récupérant ses fonctions, ses biens et la bibliothèque²⁵. Cette suppression, faite contre la volonté de M. Dunand²⁶, n'a pas été effective puisque la ténacité de ce dernier a fait que la Mission permanente s'est maintenue, au moins nominalement, jusqu'en 1948²⁷, et a même reçu des architectes qui y ont été détachés²⁸. Officiellement, son maintien s'est fait en tant que service technique de la Délégation générale de la France au Levant²⁹. De ce fait, l'institut et la mission ont donc coexisté un certain temps³⁰.

M. Dunand, nommé conservateur des Musées nationaux le 1^{er} septembre 1945³¹ et détaché au Liban où il est demeuré, était considéré comme fonctionnaire libanais³². Il a conservé la direction des fouilles de Byblos et de Sidon, en accord avec le directeur du service des Antiquités, l'Émir M. Chéhab.

3. L'installation à la maison Beyhoum

Le 7 novembre 1946, par décision d'Armand du Chayla³³, ministre de France au Liban, le nouvel Institut français d'Archéologie de Beyrouth s'est installé dans la maison Beyhoum, un immeuble appartenant au ministère des Affaires étrangères français³⁴, « sis rue Georges Picot à l'angle de la rue de l'Alliance Israélite (Wadi Abou Jemil) ». Il s'agit d'un bâtiment construit en 1850 par Hadj Abdallah Beyhoum, notable de la ville, qui le prêta en 1856 à l'Émir Abdelkader³⁵ et dont le gouvernement français avait fait l'acquisition en 1910 (voir document 7)³⁶. Cette maison abrita dans un premier temps l'asile de vieillards des Petites Sœurs des Pauvres, puis le Foyer du Soldat.

L'institut a procédé aux aménagements nécessaires à son installation et a notamment bénéficié pour cela d'un don de l'ancienne Délégation de la France au Levant (mobilier de bureau, matériel fourni par l'Office de gestion et de liquidation)³⁷. Le problème « majeur » qui a été rencontré a été l'évacuation

24. Maxime Rodinson et Alphonse Rocca-Serra. Voir GELIN 2002, p. 78-79.

25. Télégramme, arrivé le 24 novembre 1946, signé « Diplomatie ». Le destinataire n'est pas mentionné.

26. Télégramme de « Diplomatie », n° 1410 du 23 novembre 1946, et de H. Seyrig à « Monsieur Henri Laugier, Direction Générale des Relations Culturelles », New York, 15 mai 1945.

27. On trouve mention de la Mission permanente dans les archives jusqu'à cette date.

28. Jean Lauffray en novembre 1946, Pierre Coupel d'octobre 1945 à juillet 1946.

29. M. GELIN 2002, p. 82-84.

30. Apparemment, M. Dunand n'avait été informé de la création de l'institut que peu de temps avant sa réalisation. Il regrettait que cette opération n'ait pas été menée ouvertement en prenant les avis de tous les intéressés, lui-même en étant l'un des principaux, et considérait cela comme un « acte de force injustifié » qui lui causait un préjudice moral et financier. H. Seyrig semble aussi avoir regretté le manque de concertation. De M. Dunand, « Note pour Monsieur le Général d'Armée BEYNET, Délégué Général et Plénipotentiaire de France au Levant », Beyrouth, 29 janvier 1946, p. 1-2.

31. Dossier du personnel du service des Antiquités.

32. Entretien avec P. Leriche.

33. Décision n° 809/FC du 7 novembre 1946.

34. De H. Seyrig au « Ministre de France au Liban », Beyrouth, 25 octobre 1946.

35. Figure de l'opposition algérienne à la présence française dans les années 1830-1840.

36. « L'Institut français d'archéologie de Beyrouth », *Revue de l'Enseignement Supérieur*, 6 août 1959. Cet immeuble n'est plus la propriété de l'État français, ayant été vendu au début des années 1990. D'après F. Villeneuve.

37. De H. Seyrig au « Ministre des Affaires Étrangères », Beyrouth, 29 octobre 1946, p. 2-3.

nécessaire de « Madame Madeline, citoyenne française », qui vivait dans un local du rez-de-chaussée de l'immeuble. Installée là, semble-t-il, par Mme Catroux (épouse du Haut-Commissaire), elle refusait de quitter les lieux³⁸. De plus, l'évacuation définitive de la maison par les militaires qui y logeaient, d'abord prévue en août 1946, n'a été réalisée qu'en décembre de la même année, ce qui a entraîné un retard supplémentaire dans l'installation de la bibliothèque³⁹.

Finalement, en avril 1947, le directeur espérait pouvoir installer le personnel dans les nouveaux locaux dès la fin des travaux, c'est-à-dire à la fin du même mois⁴⁰.

Ainsi rénovée, la maison comportait deux niveaux. Le rez-de-chaussée comprenait la bibliothèque, les bureaux administratifs et cinq chambres, dont celles des pensionnaires célibataires (les pensionnaires mariés habitant en ville avec leur famille). Au premier étage se trouvaient l'appartement du directeur, la salle à manger des pensionnaires et la photothèque. Alexander Calder, le célèbre artiste américain, ami d'H. Seyrig, avait offert le grand mobile qui décorait le hall de l'appartement du directeur, dont les murs étaient ornés d'œuvres d'artistes contemporains⁴¹.

II. Structure et fonctionnement de l'institut

1. Structure de l'institut

Dès sa création, l'institut dépendait directement du ministère des Affaires étrangères (direction générale des Relations culturelles) et se voulait indépendant de la Mission culturelle française au Levant⁴². En effet, cette Mission culturelle, présente « au Liban, en Syrie, Irak, Transjordanie et Palestine », créée en octobre 1946 sous la direction de Gabriel Bounoure⁴³, faisait partie du service des Œuvres françaises à l'étranger, lequel se chargeait de la propagande de la France par l'intermédiaire de ses actions culturelles⁴⁴. Or, dans le contexte de la fin du mandat français en Syrie et au Liban en 1946, la mainmise de la France sur la plupart des affaires internes aux pays était encore une réalité ou un mauvais souvenir. Cette volonté d'indépendance de l'institut indique son souhait de traiter sur un pied d'égalité et sous forme d'échanges culturels avec les pays avec lesquels il travaillait⁴⁵.

En avril 1947, en remplacement de la commission précédente, une « Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger » (voir document 3) fut créée au ministère des Affaires étrangères, et dépendait désormais de la direction générale des Affaires culturelles⁴⁶. Cette commission se subdivisait alors en cinq sous-commissions classées par région, dont la sous-commission des Missions permanentes de l'Asie Antérieure et du Proche-Orient⁴⁷. L'institut de Beyrouth, tout comme la Mission archéologique

38. De H. Seyrig au « Ministre de France au Liban », Beyrouth, 25 octobre 1946.

39. « Note pour Monsieur le colonel Terrier », Beyrouth, 4 septembre 1946.

40. De H. Seyrig au « Ministre des Affaires Étrangères », Beyrouth, 8 avril 1947.

41. H. Seyrig était un grand connaisseur d'art contemporain ; en 1960, il a été nommé par Malraux directeur des Musées nationaux. Entretiens avec G. Le Rider et P. Leriche.

42. Contrairement à l'Institut français de Damas, qui en dépendait directement.

43. « Note de service », reçue le 14 octobre 1946.

44. MARES 1983, p. 65-66. L'Inspection générale des Œuvres françaises disparaît en 1946, cédant la place à une Direction des services administratifs des Œuvres. « Note de service », reçue le 14 octobre 1946.

45. « Note pour Monsieur Lucet », n° 38, Beyrouth, 6 novembre 1946. Voir document 5, lettre n° 1191/RC, et document 6.

46. La commission a changé de nom par la suite (à plusieurs reprises semble-t-il), mais elle demeure jusqu'à aujourd'hui au ministère des Affaires étrangères et assume les mêmes fonctions, sous le nom de Commission consultative des Recherches archéologiques à l'étranger, et relève de la Direction générale de la Coopération internationale et du Développement. Voir aussi GELIN 2002, p. 27 ; GRAN-AYMERICH 2005.

47. En 1945, la Commission des fouilles se composait déjà de sous-commissions, réparties comme suit : « Préhistoire et Amérique ; Athènes et Rome ; Égypte et Éthiopie ; Proche-Orient ; Asie Centrale et Extrême-Orient ». En 1999, le ministère de la Coopération ayant été intégré au ministère des Affaires étrangères, les missions archéologiques françaises travaillant en Afrique dépendent également de sa compétence. D'après B. Lafont.

française en Iran et la Délégation archéologique française en Afghanistan, relevait de la compétence de cette sous-commission⁴⁸. La Commission des fouilles conservait « la tâche de fixer les budgets de fouilles » de ces institutions ; les sous-commissions devaient veiller à « coordonner les activités des organismes qui relevaient de [leur] compétence » et « leur permettre de s'aider mutuellement dans la réalisation de leurs projets »⁴⁹.

Le nouvel institut comprenait un personnel administratif destiné à assurer son fonctionnement. En plus du directeur, il s'agissait d'un secrétaire comptable libanais, Henri Abdelnour (engagé le 1^{er} août 1946)⁵⁰, et d'une secrétaire administrative, Louise Périchon (15 août 1946)⁵¹. Tous deux ne se sont pas contentés d'assumer leurs fonctions officielles : le premier correspondait en France avec les chefs de missions archéologiques pour organiser leur venue et partait parfois sur le terrain avec certaines missions (comme, par exemple, à Mari) afin de faciliter leur organisation sur place. Il traitait également directement avec les libraires et bibliothèques. De même, L. Périchon prenait en charge des réservations de bateau et d'avion pour les missions et visiteurs, du change d'argent, etc. L'institut disposait également d'un personnel de service (plantons, cuisinière, femme de ménage).

Certaines personnes, rattachées à l'institut, bénéficiaient d'un statut particulier. C'était le cas de Georges Tchalenko, architecte engagé le 1^{er} août 1946, qui effectuait les travaux de la mission de Syrie du Nord⁵², ainsi que d'Ivan Stchoukine, le fils du célèbre collectionneur russe, qui travaillait sur les manuscrits à peintures. Ces chercheurs n'ont dû, semble-t-il, qu'à leurs bonnes relations avec H. Seyrig et à l'intérêt de leurs recherches d'être nommés à l'institut. Leur activité s'est poursuivie jusqu'en 1975 (G. Tchalenko est alors parti à la retraite, et I. Stchoukine a péri avec son épouse lors de la disparition de l'avion dans lequel ils se trouvaient) et tous deux ont été féconds en publications sur leurs sujets respectifs.

2. Les pensionnaires scientifiques

Les pensionnaires scientifiques, affectés à l'institut pour une durée limitée, travaillaient sur l'histoire et l'archéologie du Proche-Orient de la préhistoire à la conquête arabe, l'Institut français de Damas prenant le relais des études à partir de la période islamique. Ils étaient répartis en trois catégories : les pensionnaires français (au nombre de deux)⁵³, les pensionnaires étrangers (un poste) et les pensionnaires « du Moyen-Orient » (un poste en 1972)⁵⁴. Les deux premiers pensionnaires français furent Ernest Will, nommé le 1^{er} octobre 1946, et Jean Starcky, nommé le 1^{er} novembre 1946. Denis van Berchem, suisse, a été nommé pensionnaire étranger le 1^{er} octobre 1946.

Le statut du pensionnaire étranger, dans un premier temps, différait de celui du pensionnaire français en ce qu'il n'était pas payé par l'institut, mais seulement logé⁵⁵. Par la suite, les difficultés rencontrées lors de la nomination de Michal Gawlikowski en 1970 montrent que ce statut a changé⁵⁶.

Le pensionnaire « du Moyen-Orient » vivait en général sur place et utilisait les moyens offerts par l'institut pour mener à bien ses recherches. C'est Fawzi Zayadine, jordanien, qui fut le premier nommé en 1968 (voir annexe 1).

48. Du « Ministre des Affaires Étrangères au Ministre de France au Liban », n° 169/RC, Paris, 6 avril 1950.

49. « Commission consultative des missions archéologiques permanentes de l'Asie Antérieure », Procès-verbal de la séance du 20 juin 1950, p. 2.

50. H. Abdelnour était auparavant aux services d'Inspection de la Délégation française à Damas et à Beyrouth, respectivement du 01/08/1942 au 20/05/1946, et du 20/05/1946 au 19/01/1948 (en cumul). Dossier du personnel.

51. Celle-ci avait été, notamment, agent comptable de l'École française d'Athènes, de 1931 à 1939. Dossier du personnel.

52. Sur l'architecte et sur cette mission, voir plus bas.

53. À la fin de l'année 1946, on comptait nommer un troisième pensionnaire en la personne de Robert Amy ; ses indemnités étaient prévues dans le budget de 1947. « Projet de budget, exercice 1947 ». Cette nomination n'a pas eu lieu.

54. « Procès-verbal de la réunion du Conseil scientifique de l'Institut Français d'Archéologie de Beyrouth, le 20 janvier 1972 », p. 7.

55. De H. Seyrig au « Ministre des Affaires Étrangères, n° 1 », Beyrouth, 2 septembre 1946.

56. Voir la partie sur la direction de Daniel Schlumberger.

Les pensionnaires, pour la plupart, venaient participer aux travaux de l'institut tout en « faisant leur thèse » sur place, dans les meilleures conditions possibles. Ils avaient donc un programme de recherche qui leur était propre, en plus de celui de l'institut. Ils visitaient les sites du Levant et les missions archéologiques, rencontraient les nombreux chercheurs de passage qui séjournèrent à l'institut, participaient à des congrès⁵⁷.

Nommés par la Direction générale culturelle du ministère des Affaires étrangères, les pensionnaires étaient, dans un premier temps, sélectionnés par le Conseil scientifique de l'établissement qui examinait les candidatures et émettait un avis consultatif que la Direction culturelle approuvait ou non⁵⁸. Cependant, durant la direction d'H. Seyrig, aucune mention de Conseil scientifique n'apparaît et c'est lui seul qui examinait les candidatures ou contactait directement les futurs pensionnaires lorsqu'il estimait qu'un séjour prolongé au Levant serait bénéfique à leurs recherches⁵⁹. À partir de la direction d'E. Will, à sa demande, le directeur a obtenu un droit de *veto* sur les nominations du conseil⁶⁰.

3. Le soutien de l'institut à la recherche archéologique au Proche-Orient

L'institut servait d'intermédiaire entre les services des Antiquités du Liban⁶¹ et de Syrie et les missions archéologiques françaises qui venaient au Levant et qu'il aidait à résoudre leurs problèmes matériels. Ses rapports avec les services des Antiquités de la Syrie et du Liban se faisaient en étroite collaboration. Par exemple, dans les deux pays, l'institut émettait des demandes de prêts de photographies d'objets des musées, des demandes de sorties d'objets, suggérait des achats de livres, donnait son estimation sur certaines collections, offrait des ouvrages, etc. Dans le cas de la Syrie, l'institut effectuait fréquemment des demandes d'autorisation de fouilles comme, par exemple, pour M. Gawlikowski, afin de lui permettre de réaliser des sondages sur l'enceinte de Palmyre.

Enfin, il s'occupait de la publication de la revue *Syria* et de la *Bibliothèque archéologique et historique*, reprises de l'ancien service des Antiquités sous tutelle française. Au moment de la création de l'institut, la priorité était de publier des travaux effectués avant la guerre (entre autres, Palmyre et Baalbek). Les fouilles organisées par l'institut (mission de Haute Syrie ou Syrie du Nord ; mission de Cyrhus [Syrie] en 1952, puis mission de Tell Arqa [Liban] en 1972, voir plus loin) étaient subventionnées par la Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger.

L'accueil de chercheurs, français et étrangers, de passage vers leurs propres fouilles⁶² ou en simple visite, a eu une place importante dans les préoccupations de l'institut⁶³. Ces chercheurs logeaient, quand cela était possible, dans la maison et utilisaient la bibliothèque de l'institut ; les échanges intellectuels y

57. Comme, par exemple, le *Congrès archéologique des Pays arabes* en 1947.

58. « Procès-verbal de la réunion du conseil scientifique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, le 20 janvier 1972 », p. 6.

59. Comme ce fut en partie le cas, par exemple, pour G. Le Rider. Entretien avec G. Le Rider.

60. Le Conseil scientifique de l'institut existait depuis 1946 ou 1947, mais n'avait qu'un poids relatif dans les décisions de recrutement. C'est E. Will qui a souhaité que ce Conseil ait un tel pouvoir de décision, afin que le directeur ne soit pas le seul à prendre la responsabilité des nominations. Entretien avec E. Will.

61. Le service des Antiquités du Liban, qui dépendait du ministère de l'Éducation, passe sous la direction du ministère du Tourisme en 1965. Entretien avec H. Sarkis.

62. Les missions qui se dirigeaient vers l'est (Syrie, Iran) s'arrêtaient à Beyrouth. Damas n'avait pas encore d'aéroport international, contrairement à Beyrouth, dont le port recevait aussi de nombreux bateaux en provenance d'Occident.

63. Par exemple, en 1954-1955, l'institut a reçu au moins quarante-cinq personnes de dix nationalités différentes (on ne tient pas compte des Français, des Libanais ni des Syriens), dont certaines en partance pour quatre pays autres que ceux du Levant ; en 1955-1956, on compte trente-cinq personnes de quatre nationalités différentes, pour quatre destinations différentes ; en 1965, soixante et une personnes de neuf nationalités différentes, dont certaines se sont rendues dans sept pays ; en 1966, ce sont soixante-treize personnes qui sont passées à l'institut, certaines en partance pour deux autres pays ; en 1971, vingt-cinq personnes, deux nationalités, une destination autre ; en 1974, vingt-six personnes, quatre nationalités ; enfin, en 1975, vingt personnes sont passées à l'institut, certaines étant en partance pour un autre pays que le Liban.

ont été, semble-t-il, très féconds. Ce rôle de pôle de l'archéologie a été souvent mentionné par H. Seyrig tout au long de sa direction et par les directeurs qui lui ont succédé.

Il faut insister ici sur les bonnes relations qu'entretenaient les deux instituts de Beyrouth et de Damas (lequel avait été rouvert en 1948, après l'indépendance), et les fréquentes visites que se rendaient les membres de chaque établissement ⁶⁴.

L'institut attirait également des scientifiques et érudits locaux qui venaient régulièrement à la maison Beyhoum utiliser la bibliothèque ou échanger des idées. Les plus connus de ces visiteurs sont « Roger Saida », archéologue de la Direction des Antiquités et Hassan Sarkis, alors membre du service des Antiquités, l'érudit « Gabriel Sadé », Georges Borgi, guide de groupes de touristes sous contrat avec le service des Antiquités, et Nikran Sarafian, marchand d'antiquités spécialisé dans la numismatique.

LA DIRECTION D'HENRI SEYRIG (21 DÉCEMBRE 1945-31 DÉCEMBRE 1966)

I. Les premières activités

Dès sa prise de fonction, l'une des principales activités du directeur de l'institut a été de compléter la bibliothèque : en décembre 1946, les relations, suspendues du fait de la seconde guerre mondiale et de la crise due à l'indépendance de la Syrie et du Liban, furent nouées ou renouées avec les librairies, bibliothèques et instituts dans l'ensemble du monde. La bibliothèque complétait ainsi ses collections, en grande partie au moyen des échanges de la revue *Syria* et de la *BAH*. De nombreux achats alimentés par un crédit spécial ont également été effectués comme, par exemple, soixante-dix ouvrages « de la bibliothèque de M. Paul Perdrizet » au début des années 1950. Par la suite, le crédit de la bibliothèque a été l'objet d'un budget séparé de celui du fonctionnement et des traitements du personnel de l'institut.

Très vite, cette bibliothèque devenue « la plus riche du Proche-Orient en ouvrages archéologiques » attira « beaucoup de lecteurs (...) reconnaissants à la France de mettre à leur disposition un tel instrument de travail » ⁶⁵. Cette réputation est demeurée jusqu'à son évacuation lors de la guerre en 1975. La bibliothèque avait pris un essor tel que, dès 1955, H. Seyrig demandait au ministre des Affaires étrangères un crédit spécial pour un nouvel aménagement, en raison du nombre croissant d'ouvrages ⁶⁶. Une deuxième extension a également dû être opérée en juin 1967, sous la direction de D. Schlumberger, puis une troisième en 1974, sous celle d'E. Will. La bibliothèque comptait 16 000 ouvrages en 1962, 17 000 en 1964, 19 200 en 1967, et environ 24 000 en 1970.

La photothèque a également été l'objet de soins particuliers ; elle comprenait, en 1971, « plusieurs milliers de plaques photographiques aériennes ». Une partie de ces plaques a été saccagée lors de la guerre, en décembre 1975 ⁶⁷.

Dès 1971, l'institut reprend à son compte la publication des *Inscriptions grecques et latines de la Syrie (IGLS)* en collaboration avec l'Institut Fernand-Courby de l'Université de Lyon, par accord avec l'Université Saint-Joseph de Beyrouth qui s'était déchargée de cette tâche ⁶⁸.

64. Entre autres, on voit souvent mentionnés les noms de Dominique Sourdel, pensionnaire à l'IFÉAD de 1949 à 1954, et de son épouse Janine.

65. « Rapport d'activité de l'Institut, 1970-1971 », Beyrouth, 21 septembre 1971.

66. Du « Directeur de l'IFAB au Ministre des Affaires Étrangères », Beyrouth, 6 avril 1955.

67. Entretien avec P. Leriche.

68. « Rapport d'activité, 1970-1971 », Beyrouth, 21 septembre 1971. L'Université de Lyon avait la direction scientifique, l'IFAB se chargeait de la publication. Entretien avec E. Will.

II. Les missions de terrain de l'institut

I. La mission de Syrie du Nord

La mission de Syrie du Nord, qui avait pour objectifs le relevé et la publication de bâtiments paléochrétiens et parfois de villages entiers du Massif calcaire de Syrie du Nord, a vu le jour pendant la période de tutelle française en Syrie et au Liban, au temps du mandat. Prévue dès 1935, elle a été créée en 1937 par le service des Antiquités. Elle s'intitulait, dans un premier temps, « mission de Haute Syrie »⁶⁹ ou « mission de Brad et Qalblozé ». G. Tchalenko, l'architecte qui menait ces travaux, recruté le 1^{er} juin 1934 par H. Seyrig, alors directeur du service, avait été affecté à cette mission dès 1938⁷⁰.

Lorsque le Liban et la Syrie sont devenus indépendants en 1946, c'est à l'institut qu'a été rattachée cette mission. Le directeur de l'institut était considéré officiellement comme le directeur de la mission (c'est à son nom qu'étaient délivrées les autorisations de travaux par les autorités locales), lequel envoyait régulièrement, après chaque mission, un rapport au directeur général des Antiquités et des Musées de Syrie. G. Tchalenko fut intégré au personnel de l'institut en qualité « d'architecte permanent de la Syrie du Nord »⁷¹. Engagé par contrat annuel renouvelable, rémunéré par la Commission des fouilles sur le budget de la mission, il partait plusieurs fois par an sur le terrain, multipliait les relevés et publia ses résultats dans trois volumes, de 1953 à 1958⁷². L'établissement offrait à G. Tchalenko toutes les facilités dont il disposait et engageait même un personnel spécialement affecté à ce travail.

G. Tchalenko recevait parfois le concours de pensionnaires et de chercheurs étrangers à l'institut. Ce fut le cas de Jean Lassus⁷³, professeur à l'Université de Strasbourg, qui « prête son concours à M. Tchalenko, qui met au point une étude comparée de géographie et d'archéologie, relative aux Villes Mortes de la Syrie du Nord »⁷⁴. Dans un premier temps, entreprise « sous les auspices de l'Académie » et subventionnée par la « Caisse de la Recherche scientifique », ancêtre du CNRS, la mission se composait de ces deux membres permanents, dont la collaboration avait débuté en 1938 dans le cadre du service des Antiquités sous mandat français. G. Tchalenko dirigeait les travaux sur le terrain, cependant que J. Lassus s'occupait davantage de la publication et des recherches bibliographiques⁷⁵. Interrompue par la seconde guerre mondiale (et la déportation de J. Lassus en Allemagne), la mission a repris ses travaux en 1946, sous le nouveau nom de « mission de recherches byzantines en Syrie ». Il semble que la collaboration des deux membres de l'équipe laissait la part essentielle du travail à G. Tchalenko, J. Lassus se bornant à lui soumettre « les modifications qu'il juge[ait] désirables »⁷⁶.

Par la suite, divers chercheurs ont participé à la mission de Syrie du Nord comme, par exemple, I. Stchoukine en 1950, qui travailla sur l'architecture ou sur les inscriptions découvertes par la mission⁷⁷. En 1963, Jacques Jarry, alors pensionnaire, collabora aux travaux de Syrie du Nord en tant que spécialiste

69. D'après G. Tate.

70. Voir GELIN 2002, p. 67. Les sites étudiés par la mission, sous réserve de lacunes dans les archives (les noms conservent l'orthographe adoptée dans ces archives), sont les suivants : 1945 : Brad, Qalblozé ; 1950 : études à El-Bara, recherches dans les Jebels Il 'Ala, Baricha, Sem'an, dans la plaine de Dana, à Sermada et Qalblozé ; 1963 : dégagement et relevés des églises de Déhès, Sheikh Sleiman, Kfar Dart Azzé, Bafetin, Me'z ; 1964 : études dans le massif du Bélus : Déhès (église), Bafetin (inscriptions), Rabeita (inscriptions grecques), Kfar Dart Azzé (église) ; 1965 : relevés topographiques et architecturaux, dégagements partiels des sites de Me'z, Déhès, Deir, Serjiblé (Sergilla) ; 1966 : études et relevés topographiques sur les sites de Me'z, Déhès, Serjiblé.

71. Certificat attestant l'appartenance de G. Tchalenko à l'institut, Beyrouth, 2 février 1948.

72. *Villages antiques de Syrie du Nord. Le massif du Bélus à l'époque romaine*, BAH 50.

73. J. Lassus avait été pensionnaire, puis « membre libre » de l'Institut français de Damas, de 1930 à 1939.

74. « Activité de l'Institut Français d'Archéologie de Beyrouth. Année 1946/47 », p. 2.

75. De H. Seyrig, « Note pour Monsieur Laugier », New York, 4 octobre 1943.

76. « Accord entre MM. Lassus et Tchalenko, concernant les travaux archéologiques en 1946-1947 ». G. Tchalenko étant d'origine russe, il reconnaissait lui-même avoir quelques difficultés à rédiger en français, et le travail de J. Lassus devenait indispensable.

77. Voir la partie sur cette mission, sous la direction de D. Schlumberger.

des « questions ecclésiastiques anciennes », « connaisseur des hérésies monophysites »⁷⁸. Il s'occupait également de l'épigraphie et a participé à la mission en 1966, en compagnie de Jean-Claude Margueron, pensionnaire.

En octobre 1957, le dessinateur Claude Verney fut engagé pour les besoins de la mission. Pris en charge par le CNRS en 1962, il fut alors détaché auprès de l'institut. Cl. Verney a effectué de nombreux relevés archéologiques et reconstitutions graphiques, dirigé également des chantiers de fouille et encadré une équipe de dessinateurs⁷⁹. Edgar Baccache a aussi été recruté en qualité de dessinateur, en 1958. Jacques Brjestovsky, ingénieur géomètre libanais, participait à la mission de 1966.

Les activités de G. Tchalenko se séparaient parfois de celles de l'institut, mais ne restaient pas éloignées de ses perspectives. C'est ainsi, par exemple, qu'en 1956 il fut mis à la disposition du gouvernement syrien « qui souhaitait profiter de son expérience pour divers travaux à Saint-Siméon Stylite ».

2. La mission de Palmyre

Selon le programme que l'institut s'était fixé dès sa création, Palmyre était le site fouillé pendant le mandat qui devait être publié en priorité. Les travaux entrepris à Palmyre n'ont pas pris la forme d'une mission de fouilles archéologiques, mais plutôt de diverses opérations de relevés (qui pouvaient cependant nécessiter quelques dégagements) et d'études pour compléter la documentation déjà acquise, afin d'aboutir à la publication de monuments divers, en particulier du temple de Bêl. Ces activités s'accompagnaient d'études des inscriptions par H. Seyrig et certains pensionnaires de l'institut (voir plus bas).

À partir de 1946, Robert Amy, alors architecte des Bâtiments de France et ancien architecte du service des Antiquités, allait passer régulièrement plusieurs mois sur place en tant que chargé de mission pour réaliser les relevés. E. Will s'y rendait également pour étudier les monuments du sanctuaire de Bêl, études menées avec Wolfgang Forrer (neveu de Claude Schaeffer)⁸⁰. En 1955, l'architecte Pierre Coupel et Edmond Frézouls, pensionnaire, allèrent prendre « leurs dernières mesures sur l'agora et le sénat, ainsi que la maison » fouillée « jadis par M. Duru à l'est du temple de Bêl »⁸¹. Un certain nombre de collaborateurs bénévoles participaient à ces travaux, comme Alain Coupel, fils de l'architecte, et Jacques Youngerman, gendre d'H. Seyrig. Deux élèves de l'Académie libanaise des Beaux-Arts, R. Wakim et G. Tabet, ont également fait partie de la mission.

3. La mission de Cyrrhus

Le site de Cyrrhus (Nebi Huri, au nord d'Alep) fut donné en 1952 en concession à l'institut et fouillé sous la direction d'E. Frézouls jusqu'en 1955, avec la collaboration de P. Coupel et W. Forrer, aux frais de la Commission des fouilles. Ces trois années ont permis le dégagement du théâtre, l'établissement du plan général du site et la reconnaissance des remparts et d'édifices visibles en surface. Pour la campagne de 1955, une subvention forfaitaire de 17 000 livres libanaises a été accordée⁸².

Cette fouille a été reprise par E. Frézouls en 1964, cette fois indépendamment de l'institut, et des missions ont eu lieu en 1966 et 1969. Des campagnes étaient prévues pour 1971, 1973, 1975 et 1976, mais n'ont pu se dérouler.

78. De H. Seyrig à A. Parrot, Beyrouth, 12 juin 1962.

79. Lettre de recommandation de D. Schlumberger pour une promotion de Cl. Verney au grade de « dessinateur principal ou projecteur ». Beyrouth, 3 janvier 1970.

80. Entretien avec E. Will.

81. De H. Seyrig à « Monsieur le directeur général des Antiquités de Syrie », Beyrouth, 30 mars 1955. Il s'agit des maisons dites d'Achille et de Cassiopée.

82. De H. Seyrig au Conseiller culturel de l'Ambassade de France, Beyrouth, 14 décembre 1959.

III. Les travaux et recherches des membres de l'institut ⁸³

1. La période classique : Palmyre

Une grande partie des pensionnaires participait, on l'a vu, aux nombreux travaux et recherches qui étaient consacrés à ce site. En effet, la plupart d'entre eux travaillait sur les périodes « classiques » (il n'existait alors que peu d'enseignements des périodes de l'Orient ancien dans les universités), les sémitisants J. Starcky et André Caquot faisant un peu figure d'exception dans ce milieu. Ces derniers, cependant, ont parfaitement été intégrés dans les travaux que menait l'institut : J. Starcky, pensionnaire de 1946 à 1949, plus particulièrement chargé d'étudier les inscriptions de Palmyre (principalement celles de l'Agora) ⁸⁴, a participé à la publication du corpus des inscriptions sémitiques ⁸⁵ et rédigé deux guides de Palmyre ⁸⁶. A. Caquot, nommé de 1949 à 1955 (voir annexe 1), étudiait les noms propres de Palmyre et préparait une thèse sur l'onomastique des Palmyréniens. Il a, surtout, participé au recueil sur les tessères de Palmyre, paru en 1955, auquel Harald Ingholt, H. Seyrig et J. Starcky avaient également travaillé.

En 1965, les inscriptions de Palmyre étaient toujours un thème de recherche important. Javier Teixidor, ancien boursier de l'UNESCO qui travaillait avec J. Starcky depuis quelques années, vint à l'institut préparer l'inventaire des inscriptions non publiées. En 1966, il était officiellement attaché à l'institut comme chargé de mission par le CNRS.

E. Will, nommé de 1946 à 1951, étudiait les hauts-reliefs et les tours funéraires et préparait aussi, avec H. Seyrig et J. Starcky, « l'édition de nombreuses inscriptions trouvées dans les fouilles de l'agora de Palmyre ». Cependant, les travaux qui l'occupèrent le plus longuement, dès le début de son séjour, ont été ceux menés avec H. Seyrig et R. Amy en vue de la publication du temple de Bêl.

E. Frézouls travaillait sur l'agora, le théâtre et des maisons. Ses recherches l'ont également mené, on l'a vu, à explorer le site de Cyrrhus. Après son séjour à l'institut de 1951 à 1954, il fut nommé directeur du musée du Bardo à Tunis et revint durant deux mois et demi, en 1955, en mission à Cyrrhus pour achever l'exploration du théâtre avec l'aide de l'architecte P. Coupel ⁸⁷.

2. La période classique : les autres recherches

Les pensionnaires n'étaient pas tenus de prendre part aux recherches sur Palmyre. Ainsi, D. van Berchem, nommé dès 1946 jusqu'en 1947, s'intéressait quant à lui au *limes* et à l'armée romaine en Syrie ⁸⁸. Il a rédigé également un ouvrage sur l'armée de Dioclétien ⁸⁹.

Georges Le Rider, après avoir été membre de l'École française d'Athènes, a suivi les conseils d'H. Seyrig et est venu étudier, de 1955 à 1958, les monnaies du Levant et plus particulièrement les monnaies grecques de Syrie. Tout en bénéficiant de l'aide et de l'expérience du directeur de l'institut, c'est à Beyrouth qu'il a rencontré Roman Ghirshman, directeur de la Mission archéologique française en Iran. Celui-ci recherchant un numismate pour les monnaies de Suse, G. Le Rider prit en charge cette étude ⁹⁰.

83. Cette partie a été réalisée d'après des archives lacunaires et les témoignages de quelques-uns des anciens membres. Que ceux qui ne sont pas ici mentionnés, ou qui le sont avec quelques manques, veuillent bien m'en excuser.

84. WILL 1989

85. J. STARCKY, *Inventaire des inscriptions de Palmyre*, fasc. 10 : *l'Agora*, Damas, 1949.

86. Le premier en collaboration avec Salahuddin Munajjed, de la direction générale des Antiquités de Syrie, qui paraît en 1948 ; le second est publié en 1952 sous son seul nom.

87. P. Coupel avait été engagé par le service des Antiquités sous mandat français.

88. « Activité de l'Institut Français d'Archéologie de Beyrouth. Année 1946/47 », p. 1.

89. *L'armée de Dioclétien et la réforme constantinienne*, BAH 56, Paris, 1952.

90. Entretien avec G. Le Rider.

Joseph-Thaddée⁹¹ Milik, linguiste, philologue, vint à l'institut de 1960 à 1964. Il explorait différents sites archéologiques, notamment au Liban (Grèn et les environs de la source Efqa), et profitait de la bibliothèque pour mener ses recherches d'épigraphie⁹².

Paul Bernard, pensionnaire de 1960 à 1965, travaillait essentiellement sur la Lycie. Parallèlement, il a participé à des fouilles en Iran. Après son séjour à l'institut, il est devenu directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan, à la suite de D. Schlumberger.

Enfin, Jean-Marie Dentzer, nommé de 1963 à 1965, étudiait l'iconographie des reliefs représentant des banquets, étude axée plus particulièrement sur les rapports entre l'Orient et l'Occident.

3. Les périodes préclassiques

Même si elles n'en étaient pas absentes, il fallut attendre 1965 pour voir les recherches sur l'Orient préclassique s'affirmer davantage à l'institut, grâce notamment à l'influence de Jean Deshayes, professeur aux universités de Lyon puis de Paris. J.-Cl. Margueron, nommé de 1965 à 1969, a ainsi préparé sa thèse sur les palais orientaux remontant à l'âge du Bronze. Jean-Louis Huot, pensionnaire de 1966 à 1969, étudiait la céramique de l'âge du Bronze Ancien d'Anatolie, sujet de sa thèse. Parallèlement, il participait aux fouilles de Tureng Tepe (Iran).

4. Les ouvertures vers d'autres domaines

La définition des domaines d'activité de l'institut, qui avait été fixée à sa création, n'a jamais été une limite aux travaux des pensionnaires. De plus, des chercheurs étrangers à l'institut pouvaient également bénéficier de l'accueil de l'établissement. Ainsi, si l'on y travaillait principalement sur les périodes anciennes jusqu'aux débuts de l'Islam, H. Seyrig a toujours eu à cœur d'ouvrir l'institut au plus grand nombre, et les esprits des membres à une grande diversité.

C'est ainsi qu'à dater du 1^{er} novembre 1947, I. Stchoukine reçut une allocation d'assistant des facultés, afin de travailler à un ouvrage sur les manuscrits à peintures indiens, iraniens et turcs⁹³. On le retrouve en 1954 à Beyrouth, détaché par le CNRS auquel il était lié par un contrat de travail. En 1955, il remit « le manuscrit de son ouvrage sur la peinture persane à l'époque safavide », publié par l'institut⁹⁴.

Jules Leroy a également été détaché par le CNRS, sur proposition d'H. Seyrig qui pensait que ce chercheur, avant de terminer son ouvrage sur les manuscrits syriaques à peintures, devait « pouvoir constater par lui-même » les ressources des bibliothèques des couvents de l'Orient. J. Leroy a donc séjourné à deux reprises à l'institut, de 1954 à 1956.

En 1955, Jacques Yvon bénéficia d'une « mission de voyages » de quatre mois⁹⁵. Le médiéviste, qui préparait un catalogue des monnaies des Croisés, est venu à Beyrouth sur proposition d'H. Seyrig qui pensait qu'une « tâche, même aussi spécialisée que celle-là, ne devait plus être entreprise aujourd'hui sans que son auteur ait pris connaissance du pays dont il avait à traiter ». C'est ainsi qu'il visita « le terrain des anciennes seigneuries franques de Terre Sainte ».

L'architecte Jean-Jacques Rivaille fut nommé pensionnaire en 1955-1956. Il s'agissait là d'une expérience tentée par H. Seyrig, qui estimait sans doute que, à l'image de ce que faisait G. Tchalenko, un architecte pouvait s'intéresser aux monuments anciens et aux fouilles, et prendre une part active à leur étude. C'est ainsi qu'il a accepté que J.-J. Rivaille, ancien élève de l'École du Louvre, séjourne à l'institut pour pouvoir voyager en Syrie et en Palestine⁹⁶. Ce dernier a également travaillé en Bactriane méridionale (Afghanistan du Nord), sur les fouilles de D. Schlumberger.

91. Josef Tadeusz en polonais. D'après Y. Zaluska.

92. D'après Y. Zaluska.

93. De H. Seyrig au directeur du CNRS, Beyrouth, 23 février 1948, et rapport sur l'IFAB, décembre 1970, p. 2.

94. *Les peintures des manuscrits safavis de 1502 à 1587*, BAH 67, Paris, 1959.

95. « Rapport sur l'activité scientifique de l'Institut français d'archéologie durant l'année 1954/1955 », p. 2.

96. Entretien avec G. Le Rider.

Enfin, l'institut reçut, en 1957, Dominique Chevallier, spécialiste du XIX^e siècle, H. Seyrig estimant qu'un échange entre les archéologues et un historien contemporain pouvait enrichir la réflexion des uns et des autres. D. Chevallier a ensuite conservé un bureau à l'institut durant six ans. Il fut, par la suite, nommé pensionnaire à l'institut de Damas ⁹⁷.

Mais l'exemple le plus célèbre des recherches « hors normes » et novatrices des pensionnaires est fourni par la présence de Jean-Claude Gardin, lequel a appliqué la technique du fichier mécanographique à l'archéologie et à l'histoire.

5. Le fichier mécanographique ⁹⁸

De 1952 à 1954, J.-Cl. Gardin, alors membre de la Délégation archéologique française en Afghanistan, fut détaché auprès de l'institut. À cette occasion, il soumit à H. Seyrig un projet sur l'application des techniques mécanographiques en archéologie. Ce projet aboutit, en 1955, à sa venue avec J. Deshayes et Jacques Christophe, chargés de mission par le CNRS, afin de mettre au point un fichier mécanographique expérimental de documentation. Le thème portait sur les outils de l'âge du Bronze « des Balkans à l'Indus », (catalogue de la thèse de J. Deshayes). Achievé en 1956, ce fichier était une application « à l'archéologie et aux sciences analogues (ethnographie, etc.), du système des fiches perforées. La difficulté résidait non dans l'usage de ces fiches, connues depuis longtemps, mais dans la constitution des codes qui permettent d'enregistrer les notions très nombreuses que comportent (*sic*) chaque objet. [...] M. Gardin [...] a mis sur pied les codes relatifs à plusieurs sections importantes de l'archéologie : outils, formes céramiques, ornement géométrique, iconographie » ⁹⁹.

Cette entreprise poussa H. Seyrig, dès 1955, à trouver des financements : il contacta John Marshall, vice-directeur de la Fondation Rockefeller, et négocia une aide de cette fondation qui « permettrait le recrutement de spécialistes étrangers ». J.-Cl. Gardin fut invité « aux États-Unis pour y rencontrer divers spécialistes en méthodes analogues » et, à la suite de cette coopération, rédigea plusieurs articles traitant des questions théoriques liées au projet mécanographique, parus dans des revues américaines.

Une brochure fut alors imprimée par l'institut et envoyée en 1956 aux universités, instituts et professeurs de nombreux pays susceptibles d'être intéressés, afin de mettre au point un système international. Parallèlement, H. Seyrig entreprit des négociations auprès du CNRS afin d'y réunir ces informations ¹⁰⁰ et de donner une suite au projet. Celui-ci aboutit, le 20 décembre 1957, à la création du Centre mécanographique de documentation archéologique, rebaptisé Centre d'analyse documentaire pour l'archéologie ¹⁰¹, ce qui illustre le fait que ce laboratoire se consacrait surtout à l'étude des problèmes analytiques soulevés par l'emploi des nouvelles technologies de l'information. En 1957, H. Seyrig fut nommé président du Comité de direction ¹⁰².

Le premier index archéologique sur cartes perforées parut en 1960, accompagné d'un livre commentaire sous la plume de J. Deshayes et J. Christophe ¹⁰³. D'autres expériences de ce type de traitement des informations ont été mises en chantier : par exemple, H. Seyrig a souhaité que ce procédé soit étendu aux monnaies et G. Le Rider a ainsi prêté sa collaboration à cette réalisation, qui a donné naissance à une publication du CNRS ¹⁰⁴. Cette expérience connaît aujourd'hui encore un certain développement ¹⁰⁵.

97. Entretien avec D. Chevallier.

98. Partie rédigée en collaboration avec J.-Cl. Gardin.

99. « Rapport sur l'activité scientifique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth durant l'année 1955/1956 », p. 5-6.

100. De H. Seyrig au « Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique », Beyrouth, 11 avril 1956.

101. Le 16 juillet 1959. Du « Directeur général du CNRS à Monsieur Seyrig », Paris, 22 juillet 1959.

102. Du « Directeur Général du CNRS à H. Seyrig », Paris, 20 décembre 1957.

103. *Index archéologique sur cartes perforées : les outils de bronze, de l'Indus au Danube (IV^e au II^e millénaire) : index de l'outillage*, BAH 71, Paris, 1960.

104. Entretien avec G. Le Rider. *Projet de code pour l'analyse des monnaies, sur cartes perforées*, CNRS, CADA (centre d'Analyse documentaire pour l'Archéologie), Paris, 1962.

105. J.-Cl. Gardin a rédigé plus récemment un ouvrage sur les développements ultérieurs de ces travaux et sur l'entreprise elle-même, sans oublier de souligner la part prise par l'institut dans la germination de ce projet. J.-C. GARDIN, *Le calcul et la raison. Essai sur la formalisation du discours savant*, éd. ÉHÉSS, 1991.

IV. Le départ d'Henri Seyrig

Un désaccord grave survint entre H. Seyrig et le Conseiller culturel français en poste à Beyrouth, Marcel Girard. En effet, l'École supérieure des Lettres à Beyrouth souhaitait recruter des enseignants et M. Girard, qui considérait les pensionnaires de l'institut comme des privilégiés puisqu'ils n'étaient au Liban « que » pour effectuer leurs recherches personnelles, pensait que ceux-ci pouvaient assumer une fonction de professeurs ; ceci offrait l'avantage à l'administration française de n'avoir à payer aucun salaire supplémentaire. H. Seyrig, comme plus tard D. Schlumberger (de même que les pensionnaires eux-mêmes ¹⁰⁶), se sont refusés à toute obligation d'enseignement. H. Seyrig écrivit alors que les recherches des pensionnaires, « il m'est difficile de l'oublier, restent l'objet essentiel d'un institut comme celui que je dirige, [...] les écoles et les instituts d'archéologie ayant été créés expressément pour décharger le personnel de recherche de ses obligations d'enseignement » ¹⁰⁷. L'institut obtint rapidement gain de cause.

Par ailleurs, H. Seyrig se vit rappeler qu'il avait dépassé d'une année l'âge de la retraite (alors fixée à soixante-dix ans). Il se retira donc de la direction de l'institut, le 31 décembre 1966 ¹⁰⁸.

La personnalité d'H. Seyrig a marqué l'institut et tous ceux qui y ont séjourné en ont ressenti l'influence. On a vu que celui-ci avait ouvert l'institut à toutes les recherches, à toutes les sciences. Le Proche-Orient n'a pas non plus été un sujet d'études exclusif, puisque plusieurs membres travaillaient plutôt sur l'Asie centrale, tendance qui s'est poursuivie par la suite.

LA DIRECTION DE DANIEL SCHLUMBERGER (1^{ER} JANVIER 1967-20 OCTOBRE 1972)

Après quelques mois de direction par intérim de J. Starcky, Daniel Schlumberger, ancien membre du service des Antiquités en Syrie et au Liban, ancien directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan et grand ami d'H. Seyrig, fut détaché de son poste de professeur à l'Université de Strasbourg ¹⁰⁹ et devint directeur de l'institut en mars 1967 après avoir été nommé en janvier (voir annexe 2). Gravement malade dès 1969, peu après sa prise de poste, D. Schlumberger n'a malheureusement pas pu se consacrer autant qu'il l'aurait souhaité aux pensionnaires.

I. Évolution de l'organisation de l'institut et de son activité

1. Rayonnement de l'institut et aide à la recherche

Pour répondre à l'accusation d'indifférence à l'égard de la diffusion de la culture française qui avait été précédemment émise par l'ambassade de France à Beyrouth, D. Schlumberger, J.-Cl. Margueron et J.-L. Huot organisèrent des cycles de conférences et séminaires ¹¹⁰. En 1971, Olivier Aurenche et M. Gawlikowski donnèrent des cours à l'École supérieure des Lettres ¹¹¹, cours qui ont perduré par la suite.

Par ailleurs en 1969, à la demande de M. Campredon, premier secrétaire de l'Ambassade de France à Beyrouth, H. Abdelnour fut chargé par D. Schlumberger d'apporter son aide à M. Clert, qui devait réaliser un film documentaire sur les sites de Mari et de Ras Shamra, à l'initiative de la Commission

106. « M. Margueron, qui est un spécialiste éminent, pense que cette contrainte réduira notablement ses recherches. » De H. Seyrig « À Monsieur le conseiller culturel près l'Ambassade de France », Beyrouth, 1^{er} juillet 1966, p. 2.

107. De H. Seyrig « À Monsieur le conseiller culturel près l'Ambassade de France », Beyrouth, 1^{er} juillet 1966, p. 2.

108. 31 décembre 1966, date officielle de sa mise à la retraite. De H. Abdelnour à C. Schaeffer, Beyrouth, 23 août 1966, et entretiens avec E. Will, J.-L. Huot et J.-Cl. Margueron. Voir annexe 2.

109. D. Schlumberger, à la suite de R. Ghirshman, était directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan de 1945 à 1965.

110. Entretien avec J.-Cl. Margueron, et dépliants annonçant les titres des séminaires.

111. « Rapport d'activité, 1970-1971 », Beyrouth, 21 septembre 1971, p. 7.

des fouilles. Grâce à l'intervention de l'institut, la direction des Antiquités de Damas accorda toutes les autorisations nécessaires pour filmer ces sites sur place, ainsi que les objets des vitrines du musée ¹¹².

En octobre 1969, se déroula à Damas le neuvième Congrès d'archéologie classique, qui mit en avant le rôle des civilisations périphériques dans l'élaboration de la civilisation du monde classique. Cette optique étant au centre des travaux de D. Schlumberger, c'est lui qui fut désigné par l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres pour l'y représenter ¹¹³.

Quant à I. Stchoukine, qui travaillait principalement sur les miniatures persanes depuis 1946, sa nouvelle publication était sous presse en 1971 ¹¹⁴.

2. « Mai 68 » à l'institut

En 1968, l'institut fut comme coupé de la France, du fait des événements de mai : aucun courrier ne parvenait plus à Beyrouth. J. Starcky, qui assumait les fonctions de directeur adjoint ¹¹⁵, était alors en France « pour défendre le Général » ¹¹⁶, où il assista aux manifestations. Il revint en juin 1968 et voulait alors créer un conseil pour « démocratiser » l'institut. Dans ce contexte, les membres (D. Schlumberger, J. Starcky, J.-L. Huot, J.-Cl. Margueron) créèrent un comité chargé de discuter la politique de l'établissement ; c'est alors, par exemple, qu'a été soulevée la question de la relation entre l'institut et les missions de fouille. Ce comité aboutit à la rédaction, en juin, d'un texte repris d'une note qu'H. Seyrig avait communiquée à la Direction générale des relations culturelles (14 octobre 1963), dans laquelle il proposait la création d'un « Institut national d'Archéologie » ¹¹⁷.

Le texte issu du comité de l'institut de Beyrouth reprenait cette idée, sous une forme peut-être plus libérale. Il a été envoyé à plus de deux cents personnes, et deux ou trois réunions furent organisées à Paris. L'une des revendications de ce comité, hormis la nomination d'un directeur par un « directoire », était de pouvoir décider des fouilles à entreprendre, décision jusque-là réservée au ministère des Affaires étrangères pour les recherches à l'étranger et au ministère de la Culture pour les recherches en métropole. Par la suite, le comité a disparu, malgré une nouvelle tentative opérée en février 1969 pour reprendre le projet d'un « Institut national d'Archéologie » ¹¹⁸.

Ces événements ont coïncidé, à peu de choses près, avec la création du Centre de recherches archéologiques à Valbonne (CRA) ¹¹⁹, pensé comme un « substitut » de cet institut rêvé mais non créé. L'un des buts affirmés de ce Centre était d'unifier la recherche archéologique et de permettre de se réunir « librement pour essayer de faire une archéologie plus libre » ¹²⁰. Cette création a succédé de peu à celle, en 1967, de la Société française d'archéologie classique (SFAC) ¹²¹, alors conçue comme « un organisme de défense de l'archéologie classique » ¹²².

3. Perturbations dans le fonctionnement de l'institut

En 1970, M. Gawlikowski, Professeur-assistant à l'Université de Varsovie, s'installa à Beyrouth comme pensionnaire étranger. L'accord de principe pour la création de ce poste avait été donné par M. Girard, le Conseiller culturel. Cependant, en raison de difficultés administratives, aucune ligne budgétaire n'y avait été affectée. Dans l'attente d'un déblocage de la situation, J. Starcky, alors directeur-

112. De D. Schlumberger au Secrétaire général de la Commission des fouilles, Beyrouth, 29 août 1969.

113. De D. Schlumberger au Secrétaire perpétuel de l'Académie, 17 mai 1969.

114. *La peinture turque d'après les manuscrits illustrés*, BAH 93, Paris, 1971.

115. J. Starcky a assumé ces fonctions jusqu'en 1971.

116. Selon ses propres paroles, entretien avec J.-L. Huot. J. Starcky avait été aumônier militaire dans les FFL du 29 août 1941 au 26 septembre 1945, et avait participé à différentes campagnes. Dossiers du personnel scientifique.

117. Ce projet n'avait pas eu de suite. Voir SEYRIG 1985, p. 75-77.

118. Entretien avec J.-L. Huot. Pour plus de détails, voir HUOT 1985, p. 89-90 et HUOT 1969, p. 89-90.

119. Voir GARDIN 1972.

120. Entretien avec J.-M. Dentzer et E. Will.

121. Entretien avec C. Augé.

122. Entretien avec J.-M. Dentzer et E. Will.

adjoint, dut prélever des fonds sur des vacances pour pallier en partie cette lacune, l'autre partie du séjour de M. Gawlikowski étant financée par l'aide volontaire des pensionnaires ¹²³. Après une année passée dans ces conditions difficiles, sans que le poste ne fût attribué, M. Gawlikowski préféra rentrer en Pologne ¹²⁴.

Un autre type de problème fut posé par l'organisation même de l'institut, quand J. Starcky a quitté sa fonction de directeur adjoint, en 1971. Or, D. Schlumberger, devant subvenir à toutes les tâches scientifiques et administratives et étant parfois absent, émit alors le souhait, lors de la réunion du conseil scientifique de l'institut en janvier 1972, d'avoir officiellement un directeur adjoint et « deux ou trois pensionnaires supplémentaires ». Il concevait en effet le rôle du directeur comme « chargé de diriger les travaux des pensionnaires, français et étrangers, tant à l'Institut que sur le terrain » ¹²⁵, et non purement administratif.

En ce qui concerne la création d'un poste de directeur adjoint, André Saint-Mleux, alors ministre plénipotentiaire, chef des services de la diffusion et des échanges culturels, qui présidait le conseil, estimait cette mesure inopportune, car elle aurait dû « être étendue aux autres Instituts de recherches », ce qui aurait entraîné de nouvelles dépenses. Il proposa de confier la tâche de définir, « en accord avec le Département, les grandes options et donner les impulsions nécessaires » à une personnalité du monde scientifique (le directeur), qui serait secondée sur place par une personne résidant à Beyrouth de façon permanente et qui assumerait « des fonctions à la fois techniques et administratives ». Rien n'est précisé sur l'éventuel choix de cette personne.

Quant aux postes supplémentaires de pensionnaires, les membres du conseil scientifique ¹²⁶ admirent que l'un d'entre eux devait être un spécialiste d'archéologie classique ou post-classique, à cause de « l'importance attachée aux fouilles d'Arqa » ¹²⁷. Dans cette même optique, J. Deshayes souhaitait « qu'un poste d'orientaliste pré-helléniste soit créé à l'Institut ». Cependant, l'éventualité de la spécialisation des postes de pensionnaires fut rejetée, afin de pouvoir « les attribuer en fonction des programmes en cours » ¹²⁸.

4. La mission de Syrie du Nord ¹²⁹

La mission, fonctionnant activement, dut recruter davantage de personnel. C'est ainsi qu'Olivier Callot, dessinateur, est venu travailler sur le terrain comme aide architecte et se charger de la mise au net des plans et relevés, de 1967 à 1970.

123. Entretien avec M. Yon, et avec J.-M. Dentzer et E. Will.

124. Entretien avec M. et Mme Gawlikowski.

125. « Procès-verbal de la réunion du conseil scientifique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, le 20 janvier 1972 », p. 2.

126. Membres du conseil scientifique de l'institut en 1972 : « Henri de Contenson, Maître de Recherches au CNRS ; Jean Deshayes, Directeur de l'Institut d'art et d'archéologie de Paris ; J.-C. Gardin, Directeur du Centre d'analyse documentaire pour l'archéologie ; André Parrot, Secrétaire général de la Commission des recherches archéologiques françaises à l'étranger ; Jean Pouilloux, Directeur de l'Institut Fernand Courby de l'Université de Lyon ; Jean Starcky, Directeur de Recherches au CNRS ; Daniel Schlumberger, Directeur de l'Institut de Beyrouth ; Ernest Will, Professeur au Collège de France (*sic*) ». Y assistaient également : « Henri Seyrig, Membre de l'Institut de France ; M. Lipatz, Chef du Bureau des affaires générales à la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; P. Guillemin et Mme d'Orgeval, chargés de mission à cette même Direction ».

127. Sur cette mission, voir plus bas.

128. « Procès-verbal de la réunion du conseil scientifique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, le 20 janvier 1972 », p. 2-3, 6-7.

129. Sites étudiés par la mission, sous réserve de lacunes dans les archives (l'orthographe des noms reste fidèle à celle qui figure dans les archives) : 1967 : Relevés et dégagements sur les sites du Jebel Barisha et du Jebel Halaka (Me'z, Dêhès, Serjiblê), et exploitation de surface dans la région du Jebel Semân et de celui de Zawié ; 1968 : études détaillées de certaines églises qui renferment des *bêma* (tribunes), relevés des pressoirs, des monuments funéraires et relevés épigraphiques dans le Jebel Sem'an « à partir de » Basilhaya, Qumar, Brad, Basufan ; 1969 : relevés et études à Dêhès, Bakirha, Babisqa, Ba'udê, Ksedjibe, Darqita, Breij, Mamuqa, Sarfud, relevés de toutes les inscriptions inédites, de tombes, de pressoirs et de monuments

En 1971, le professeur F. W. Deichmann, directeur de la section byzantine de l'Institut allemand de Rome, avait demandé à l'institut de Beyrouth son aide et les conseils de G. Tchalenko pour la mission qu'il dirigeait « et qui s'[était] assignée pour tâche d'inventorier les très nombreux vestiges byzantins épars en Haute-Syrie, en vue de leur étude sur machines électroniques ¹³⁰ ». La collaboration s'est apparemment bien déroulée la première fois, mais celle de 1972 a été annulée, pour cause de mésentente entre G. Tchalenko et les membres de cette mission. De plus, à Paris, reproche était fait au « chef de la mission » d'avoir « livré des documents à des chercheurs étrangers ». À cette accusation, H. Seyrig, alors membre du conseil scientifique de l'institut, et D. Schlumberger répondirent que « certaines zones, ayant été déjà étudiées par la mission de Haute-Syrie, il paraissait normal de communiquer les informations recueillies ». Le conseil a pourtant décidé de suspendre la communication à F. W. Deichmann des documents en cause.

À la suite de cet incident, le conseil scientifique déclara qu'il convenait « de définir dans une convention qui devra être soumise au Département pour approbation », les modalités de la coopération entre l'institut de Beyrouth et les organismes étrangers, « tel que l'Institut archéologique allemand de Rome » ¹³¹.

5. La création de la mission de Tell Arqa

En 1971, « grâce à l'appui des Services Culturels de l'ambassade de France à Beyrouth, et au libéralisme du Service des Antiquités libanais », l'institut, souhaitant lancer un programme sur l'Antiquité classique ¹³², obtint du gouvernement libanais une concession de fouilles pour le tell d'Arqa (Césarée du Liban ¹³³). Il s'agissait de la première mission archéologique française au Liban depuis la fin du mandat.

C'est J. Starcky, avec l'aide des pensionnaires alors en place, qui avait constitué l'essentiel du dossier administratif portant sur ce site ¹³⁴ et réuni les *testimonia*. Le tell a été exproprié et son acquisition définitive par l'État libanais, sans aucun frais pour la France, était prévue pour le début de 1972.

Il semble que l'Émir Maurice Chéhab, directeur du service des Antiquités libanais, voulant alors ouvrir le pays aux missions françaises, avait proposé à D. Schlumberger que l'institut prenne en charge une mission. Le président libanais, Soleiman Frangié, originaire du nord du pays, souhaitait quant à lui que cette partie du Liban fût explorée. De telles volontés ont ainsi permis que Tell Arqa devienne une mission propre de l'institut ¹³⁵.

Les premiers travaux de fouille étaient prévus en 1972 ¹³⁶ et c'est E. Will, alors professeur à l'Université de Paris I, qui en assumait la direction. Dès 1973, le service des Antiquités libanais a permis l'aménagement d'un nouveau chemin d'accès au site et le début de la construction de la maison de fouille. Les premiers travaux de terrain ont été placés sous la direction de J.-M. Dentzer et les premiers pensionnaires à y travailler ont été Denis Canal et Pierre Leriche.

funéraires, relevés complémentaires dans le Jebel Sem'an du Nord ; 1970 et 1971 : exploration épigraphique et photographique dans les églises byzantines à *béma*. Les personnes qui travaillent sur les *IGLS* font partie de la mission de Syrie du Nord lorsqu'ils opèrent dans les mêmes secteurs, au titre de « partie épigraphique de la mission ». Relevés des sites, des couvents « rustiques ou inédits » de la région du Bélus, du décor architectural, des inscriptions, à Basilhaya, Kimar, Basoufan, Burj Hai Dar, Bachmichli, Ma'ret No'man ; 1972 : prospection épigraphique du péribole du sanctuaire de Zeus-madbachos au Jebel Cheikh Barakat.

130. « Rapport d'activité, 1970-1971 », p. 5.

131. « Procès-verbal de la réunion du Conseil scientifique de l'Institut français d'archéologie de Beyrouth, le 20 janvier 1972 », p. 4-5.

132. D'après F. Villeneuve.

133. Ville natale de l'empereur Alexandre Sévère.

134. Entretien avec M. Yon.

135. Entretien avec E. Will.

136. « Rapport d'activité de l'Institut, 1970-1971 », Beyrouth, 21 septembre 1971, p. 6.

II. Les recherches des membres de l'institut ¹³⁷

1. Les recherches des pensionnaires

O. Aurenche poursuivait la préparation de sa thèse sur l'habitat du Proche-Orient à l'époque néolithique et au Bronze Ancien.

Les périodes plus récentes étaient toujours à l'honneur : c'était l'époque où D. Schlumberger achevait son ouvrage sur l'Orient hellénisé ¹³⁸.

Marguerite Yon, pensionnaire de 1969 à 1971, se consacrait plus particulièrement à l'histoire et à l'archéologie de Chypre, notamment à Salamine (mission française), et travaillait sur la sculpture chypriote.

F. Zayadine, ancien élève de l'École du Louvre et fonctionnaire détaché du département des Antiquités de Jordanie, fut nommé pensionnaire du Moyen-Orient de 1968 à 1971. Il travaillait sur Pétra, préparant une thèse sur les monuments funéraires de style oriental de ce site.

Enfin, dès 1968 et jusqu'en 1972, Pierre Bordreuil, ancien étudiant de D. Schlumberger, « bibliste et orientaliste », chargé de recherches au CNRS résidant au Liban, travaillait également avec l'institut.

Par ailleurs, l'institut poursuivait les activités entreprises précédemment. Ainsi, les travaux palmyréniens, prédilection d'H. Seyrig, continuaient grâce à M. Gawlikowski qui s'occupait de la partie palmyrénienne du *Corpus Inscriptionum Semiticarum* et de celle d'un fascicule du *Répertoire d'épigraphie sémitique* ¹³⁹. Il participait également aux fouilles de la mission polonaise sur l'enceinte antique du site.

En ce qui concerne les *IGLS*, Jean-Paul Rey-Coquais et Maurice Sartre bénéficièrent, en 1969, de missions du CNRS pour s'occuper, le premier des inscriptions de Tyr, le second des inscriptions du Hauran (ce dernier y travaillant à plusieurs reprises par la suite). Les travaux continuaient en 1971, en collaboration avec l'Institut Fernand Courby de l'Université de Lyon ¹⁴⁰. À ce titre, J. Marcillet-Jaubert, Annie Fauriat et Françoise Philidet ont reçu une aide du CNRS pour participer à ces travaux épigraphiques (relevé de la tombe de Schnan). M. Sartre, en poste à l'Université de Damas comme VSNA à partir de septembre 1970, alternait missions sur le terrain à Bosra et séjours à la bibliothèque de l'institut à Beyrouth.

Après avoir été précédemment chargé de mission au CNRS, Rolf Stucky, boursier du Fonds national de la Recherche scientifique suisse, succéda en 1971-1972 à M. Gawlikowski, à la fois comme pensionnaire étranger et comme chercheur sur Palmyre, où il étudiait les représentations de prêtres et les tessères.

Enfin, la mission de Syrie du Nord suscita une nouvelle vocation. Georges Tate, qui succédait en 1971 à M. Yon, était venu à Beyrouth avec un projet de travail sur l'Arménie. Après sa collaboration avec G. Tchalenko à la mission de Syrie du Nord, il a décidé de consacrer son activité à l'étude des villages de cette région.

2. Participation des pensionnaires à des fouilles archéologiques extérieures à l'institut

Certains pensionnaires avaient déjà une expérience de terrain lorsqu'ils arrivaient à l'institut ; d'autres profitaient de leur séjour sur place pour s'initier à la fouille, participant par exemple à la mission organisée par l'institut (mission de Syrie du Nord). La création par l'institut, en 1971, de la mission de Tell Arqa répondit en partie à ce souhait de formation. À la demande des pensionnaires, quelques-uns

137. Cette partie a été rédigée d'après les archives et les témoignages de quelques-uns des anciens membres. Que ceux qui ne sont pas mentionnés, ou qui le sont avec quelques manques, veuillent bien m'en excuser.

138. *L'Orient hellénisé : l'art grec et ses héritiers dans l'Asie non méditerranéenne*, Paris, 1970.

139. Ces ouvrages ont en fait été publiés sous le nom de *Recueil d'inscriptions palmyréniennes provenant de fouilles syriennes et polonaises récentes à Palmyre*, AIBL, Mémoires XVI, Paris, 1974 et de *Le temple palmyrénien. Étude d'épigraphie et de topographie historique*, Varsovie, 1973.

140. « Rapport d'activité, 1970-1971 », Beyrouth, 21 septembre 1971 et « Accord de coopération » entre les deux instituts.

ont également pris part à des fouilles extérieures à l'institut. Ainsi, J.-Cl. Margueron participa en 1968 à Suse à la mission dirigée conjointement par J. Perrot et M.-J. Steve ; O. Aurenche, J.-L. Huot et M. Yon ont fouillé à Tureng Tepe en Iran. Par ailleurs, R. Stucky dirigeait la fouille suisse de Tell Hajj.

LA DIRECTION D'ERNEST WILL JUSQU'EN 1977

E. Will succède en février 1973 à D. Schlumberger, décédé en octobre 1972 (voir annexe 2).

I. Réorganisation partielle de l'institut

1. Évolution du fonctionnement de l'institut

En 1972, Pierre Laurent, directeur général des Relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des Affaires étrangères, souhaitait déterminer le devenir des instituts de recherche français dépendant du ministère. Il confia à P. Lemerle une mission à l'institut de Beyrouth, lequel proposa dans son rapport de nouvelles orientations.

À la suite de ce rapport, E. Will présenta une réorganisation de l'institut, afin « d'en faire une institution à l'image des Écoles de Rome et d'Athènes, qui patronnent des fouilles dirigées par leurs membres »¹⁴¹, et proposa de changer l'ancienne orientation de l'institut, dans laquelle, selon lui, « l'accent était mis sur la publication des travaux achevés (B'albek et Palmyre notamment), sans exclure les fouilles, lesquelles cependant dans l'esprit des deux premiers directeurs restaient un élément accessoire¹⁴²».

On sait que, effectivement, les pensionnaires de Beyrouth n'avaient aucune obligation de participer à des fouilles, ni même aux missions organisées par l'institut. Celui-ci était principalement un établissement scientifique destiné à permettre à des chercheurs d'acquérir une vue générale de l'histoire de la région, d'exploiter le fonds de la bibliothèque et d'interpréter les résultats issus des fouilles. Cependant, comme l'indiquait E. Will dans son rapport, H. Seyrig, s'il privilégiait les recherches théoriques (ce qui explique l'intérêt particulier porté à la bibliothèque) et n'avait pas cherché à développer l'activité de terrain de l'institut, ne négligeait en rien les travaux de fouille, ainsi qu'il l'avait prouvé lorsqu'il se trouvait à la direction du service des Antiquités¹⁴³. Néanmoins, successeur direct de la période du mandat, il ne souhaitait pas que l'institut se situe dans la continuité du service sous tutelle française qui s'était alors réservé un droit de priorité sur les fouilles du Levant. Pour lui, l'institut était un hôte au Proche-Orient. D. Schlumberger, qui avait pour sa part largement montré dans la région et en Asie Centrale tout l'intérêt que revêtaient les fouilles à ses yeux, avait cependant poursuivi cette politique. Il l'avait infléchie avec la création de la mission de Tell Arqa. Comme on l'a vu, cette politique n'excluait en aucun cas la participation des pensionnaires à des fouilles.

E. Will suivit dans ses propositions une suggestion de P. Laurent, qui estimait que l'institut devait démontrer la permanence de son action en privilégiant « une ou deux fouilles modèles » offrant, « en raison de la diversité des périodes pouvant y être étudiées, un vaste domaine aux recherches des pensionnaires ». Le directeur a ainsi soutenu de manière active le développement des activités de terrain, et notamment de la fouille d'Arqa, créée sous la direction précédente.

Une deuxième modification importante demandée par E. Will et acquise a été la création d'un poste de secrétaire scientifique. On a vu plus haut déjà que D. Schlumberger se plaignait que le système laissât le directeur « sans suppléant pour les cas d'absence, longue ou courte, et sans aide normale dans le domaine scientifique ». Un secrétariat scientifique avait déjà été créé pour les « institutions anciennes » d'Athènes, du Caire et de Rome. Le conseil estimait que le secrétaire scientifique serait un

141. D'après G. Tate et entretien avec E. Will.

142. E. Will, rapport « Orientation », 1973, p. 1.

143. Voir GELIN 2002.

ancien pensionnaire pour lequel on créerait un poste de pensionnaire supplémentaire et qui recevrait une indemnité de fonction administrative¹⁴⁴. Le poste fut créé en 1975, au profit de G. Tate, ancien pensionnaire qui résidait à cette époque au Liban, où il occupait un poste d'enseignant à l'École des Lettres. Celui-ci est demeuré secrétaire scientifique jusqu'en 1982, assumant en outre les fonctions de directeur par intérim à partir de la fin du mandat d'E. Will¹⁴⁵.

De plus, d'après P. Laurent, une « base logistique efficace » devait être constituée, « en donnant à l'Institut des structures matérielles (salle de dessin, bibliothèque, ultérieurement bureau d'architecture) » qui serviraient aux pensionnaires et aux « savants venus pour des missions temporaires ». Cette base n'a pas pu être réalisée du fait de la guerre qui a perturbé le fonctionnement normal de l'institut. C'est ainsi que la bibliothèque a dû être évacuée (voir plus bas) et qu'un nouveau noyau n'a été développé qu'un certain temps après le début de la guerre, sous la forme d'acquisitions de publications récentes. En revanche, les postes d'architectes et de dessinateurs ont été multipliés, notamment pour les besoins de la mission de Syrie du Nord.

Enfin, le conseil souhaitait qu'une nouvelle impulsion fût donnée aux publications de l'institut. Celles-ci ont augmenté, malgré la guerre, car l'Imprimerie catholique, avec laquelle l'institut travaillait de manière privilégiée, n'a pas connu de véritable ralentissement de ses activités¹⁴⁶.

2. Réorganisation du personnel

Un certain nombre de changements concernant le personnel de l'institut ont aussi eu lieu, notamment concernant H. Abdelnour, le secrétaire comptable, devenu secrétaire général en 1967 et faisant également office de bibliothécaire¹⁴⁷. En 1975, son poste fut supprimé lors de la création du poste de secrétaire scientifique, celui-ci assumant également des fonctions administratives¹⁴⁸.

En 1975, le conseil scientifique de l'institut¹⁴⁹ décida de réorganiser l'équipe de la mission de Syrie du Nord¹⁵⁰, et de régler la situation administrative de G. Tchalenko, qui avait atteint l'âge de la retraite. À son départ, la question du transfert à l'institut de la documentation graphique de la mission de Syrie du Nord depuis 1935 n'avait pas encore été réglée, et représentait un réel problème¹⁵¹.

3. Problèmes financiers

En 1974, l'institut connut certaines difficultés financières dues aux variations du taux de change entre le franc et la livre (voir document 9) et à la décision du gouvernement libanais d'imposer une augmentation d'au moins 10 % sur les salaires émis en livres libanaises¹⁵².

Pour tenter d'y pallier, il a été envisagé, lors de la réunion du conseil scientifique de mars 1975, de demander une contribution aux utilisateurs pour les différents services offerts par l'établissement. Avec Louis Delamare, président de ce conseil, J. Starcky estima alors « qu'étant donnée la conjoncture

144. E. Will, rapport « Orientation », 1973, p. 5.

145. « Rapport d'activité 1982-83 de l'Institut Français d'Archéologie du Proche-Orient », p. 6. G. Tate a été directeur par intérim de 1980 à 1982.

146. Entretiens avec E. Baccache et G. Tate.

147. La bibliothécaire L. Périchon avait quitté son poste dès 1952.

148. Licenciement effectif le 1^{er} janvier 1976.

149. Membres du Conseil : Louis Delamare, président (ministre plénipotentiaire, chef des services de la diffusion et des échanges culturels) ; H. de Contenson (CNRS) ; J. Deshayes (vice-président de l'Université de Paris I) ; J.-Cl. Gardin (directeur du centre d'Analyse documentaire pour l'Archéologie) ; P. Lemerle (membre de l'Institut de France) ; A. Parrot ; J. Pouilloux (directeur de l'Institut Fernand Courby, Lyon) ; J. Starcky (CNRS) ; E. Will ; P. Guillemin (chef du bureau des Affaires générales à la DGRCSST) ; G. Hary (secrétaire administratif à la même direction).

150. Cette mission réorganisée serait composée, entre autres, de G. Tate et J.-P. Sodini.

151. « Procès-verbal de la réunion scientifique de l'Institut d'archéologie de Beyrouth, le 5 mars 1975 », p. 3.

152. D'E. Will à P. Guillemin, 22 février 1974.

économique, il pourrait être souhaitable de modifier cette coutume¹⁵³ en demandant aux hôtes de passage un forfait modeste pour leur hébergement »¹⁵⁴. C'est à ce moment que le principe de faire payer les utilisateurs a été acquis.

II. L'activité scientifique de l'institut

1. La mission de Syrie du Nord¹⁵⁵

Après le départ de G. Tchalenko en 1975, la mission s'est orientée vers des recherches plus axées sur la fouille. Ainsi, E. Will put-il établir un contrat avec l'IGN pour réaliser un relevé photogrammétrique du site de Dêhès, réalisé en 1974¹⁵⁶. Les façades des bâtiments de ce village ont été relevées, puis la fouille du site fut entreprise en 1977 (mai-juin) – la première fouille réalisée dans le massif calcaire¹⁵⁷.

2. La mission de Tell Arqa

La mission de Tell Arqa occupait une place importante dans les activités de l'institut et de ses pensionnaires. E. Will s'était adjoint un co-directeur, en la personne de J.-M. Dentzer. La majeure partie des pensionnaires a pris part à ces fouilles¹⁵⁸ : la mission comprenait, en 1973, une équipe de quatorze personnes et fut, en 1974, divisée en plusieurs petites équipes réparties sur l'année. Jean Sapin, attaché de recherches au CNRS, effectuait une prospection archéologique de la région en liaison avec l'équipe, qu'il intégra en 1974. En 1975, la mission fut troublée par les « événements » du Liban, la maison de fouille ayant été « plastiquée » en partie (quelques pertes matérielles).

3. Les recherches des pensionnaires¹⁵⁹

Tell Arqa

Le site de Palmyre n'était plus, à cette période, le sujet de prédilection des recherches de l'institut, laissant cette place à celui de Tell Arqa (voir ci-dessus).

D. Canal, pensionnaire en 1972, participait aux fouilles de Suse. Puis il s'investit dans celles de Tell Arqa et prit en charge l'étude et le classement des documents et du matériel issus de la fouille. Son mandat fut abrégé en 1974 pour raisons personnelles.

Basile Aggoula, spécialiste du syriaque et de l'hatréen, faisait sa thèse sous la direction de J. Starcky – « Trois catégories d'édifices hatréens », soutenue en 1974. Il participait également aux fouilles d'Arqa. Il fut nommé pensionnaire du Moyen-Orient en 1971 jusqu'en 1973, mais poursuivit ses recherches à l'institut jusqu'en 1978¹⁶⁰.

Hafez Chéhab (neveu de M. Chéhab), nommé en 1973, a porté ses études sur le site d'Arqa, où il participait aux fouilles et s'intéressait plus spécialement aux verres.

153. Les utilisateurs ne payaient que les frais de nourriture, sans tenir compte de l'entretien du logement ou des véhicules.

154. « Procès-verbal de la réunion scientifique de l'Institut d'archéologie de Beyrouth, le 5 mars 1975 », p. 4.

155. Sites étudiés par la mission, sous réserve de lacunes dans les archives (l'orthographe adoptée reste fidèle à celle employée dans ces archives) : 1973 : Qalblozé ; 1974 : prospection, zone du massif de Bélus ; mission préparatoire à Dêhès (photogrammétrie) ; depuis 1975 : fouille du village de Dêhès, constitution d'une carte « où seront portés tous les villages et autres établissements agricoles antiques se trouvant dans une large zone qui englobe les montagnes calcaires de Syrie du nord, et le relevé en plan et, pour certains bâtiments, en façade de plusieurs de ces villages » ; entre 1976 et 1978 : couverture photogrammétrique aérienne de la moitié septentrionale du massif calcaire (Jebel Sem'an, Halaqa, Baricha, Il A'la).

156. D'E. Will au « Directeur Général des Relations culturelles scientifiques et techniques », Beyrouth, 12 mars 1974.

157. D'après G. Tate et entretien avec E. Will.

158. Voir la partie sur les recherches des pensionnaires.

159. Cette partie a été rédigée d'après les archives et les témoignages de quelques-uns des anciens membres. Que ceux qui ne sont pas mentionnés, ou qui le sont avec quelques manques, veuillent bien m'en excuser.

160. Entretien avec B. Aggoula. Voir annexe 1.

Jean-Paul Thalmann fut nommé pensionnaire pour reprendre la fouille de Tell Arqa en 1977. Il a dirigé quatre campagnes sur le site pendant la durée de son poste de pensionnaire et, depuis, conserve la responsabilité du chantier.

Autres activités

M. Sartre, nommé pour un an en octobre 1973, vint étudier les inscriptions de Bosra et du Hauran, dans le cadre des *IGLS*.

G. Tate, tout en assumant ses fonctions de secrétaire scientifique, poursuivait ses recherches au sein de la mission de Syrie du Nord.

Nommé en 1974, P. Leriche avait un programme de recherches sur l'hellénisme en Orient et fouillait en Afghanistan sur le site d'Aï Khanoum. Il participa, au nom de l'institut, aux travaux menés à Bosra en octobre 1974. Cette activité marquait la volonté de l'établissement de prendre part aux fouilles que souhaitait ouvrir S. Moqdad, représentant du service des Antiquités syrien. Puis P. Leriche a participé aux fouilles d'Arqa et à celles d'Iraq el-Amir (Jordanie), nouvelle fouille de l'institut ¹⁶¹.

Jean-Daniel Forest, nommé de 1975 à 1977, s'occupait des pratiques funéraires en Mésopotamie et participait à des fouilles en Irak. Il dirigea une fouille d'urgence à Beyrouth en 1977, au nom de l'institut.

Leila Badre a succédé à H. Chéhab comme pensionnaire du Moyen-Orient ¹⁶². Elle a principalement travaillé à Ibn Hanî en Syrie, à Shabwa au Yémen et à Tell Arqa.

Enfin, Jean-François Breton, pensionnaire de 1977 à 1981, participait aux fouilles de Shabwa au Yémen et préparait la publication d'un ouvrage des *IGLS* sur les inscriptions forestières du Mont Liban.

4. Activités avec d'autres missions

La mission de prospection en Syrie du Sud n'était pas une mission propre à l'institut, mais celui-ci lui apportait son aide, en spécialistes et en matériel. Cette mission, dirigée par J.-M. Dentzer, a réuni en 1974 plus de deux mille clichés photographiques. Elle s'est poursuivie à partir de cette date.

Une mission semblable était prévue en Jordanie, conjointement avec le Centre de recherches archéologiques (CNRS) ¹⁶³.

DÉPART PROVISOIRE DU LIBAN (1975-1977)

Cette dernière période de la vie de l'institut de Beyrouth a été marquée par la guerre au Liban, qui a contraint l'institut à adopter une nouvelle politique.

I. La protection de la bibliothèque et l'évacuation de la maison Beyhoum

La maison Beyhoum était située dans une zone de combats violents qui ont contraint les membres de l'institut à mettre la bibliothèque en caisses en prévision de son évacuation. Celle-ci a eu lieu, le 18 décembre 1975, grâce à l'aide de l'armée libanaise dont les camions ont transporté les caisses ¹⁶⁴ dans une tour du château médiéval de Byblos. En 1979, la menace d'une extension des combats près de ce site a provoqué une seconde fois le déplacement des ouvrages, dont une partie a été entreposée à

161. Voir ci-dessous, la partie sur le « Départ provisoire du Liban ».

162. Le Conseil scientifique de l'institut avait nettement exprimé le désir de nommer un Syrien à ce poste, afin d'équilibrer les nationalités des pensionnaires recrutés. Le premier était jordanien, le deuxième irakien, le troisième libanais.

163. Voir ci-après, II. 2.

164. Cent-dix caisses, sept camions. Cf. document 8.

l'ambassade de France, où ils sont restés jusqu'en 1992¹⁶⁵, une autre partie ayant été stockée dans les sous-sols de l'hôtel Carlton¹⁶⁶. Quelques pertes inévitables ont alors été constatées, mais l'ensemble des ouvrages a été retrouvé, l'état général des livres étant demeuré assez bon. Les plaques photographiques n'ont pas été évacuées et une partie a été détruite lors du pillage de la maison, le reste ayant été récupéré par l'institut.

Peu avant cette date, la guerre provoqua de nombreux combats dans les quartiers situés autour de l'institut, qui subit plusieurs sièges ; ses occupants durent même l'évacuer en catastrophe (voir document 8).

Un premier siège a obligé les personnes présentes (G. Tate, Gilles Grévin, « Halim, Moustapha et son cousin ») à barricader le bâtiment et à se réfugier, pendant une dizaine de jours, dans la salle des revues de la bibliothèque, qui n'avait pas de fenêtre et était considérée, avec ses rayonnages qui montaient jusqu'au plafond, comme la pièce la plus stable de la maison en cas de bombardement¹⁶⁷.

Une trêve est ensuite survenue qui a permis de reprendre une vie normale à l'institut, avec cependant quelques mesures de sécurité : personne, excepté le gardien Ali Souheil¹⁶⁸, ne logeait plus à la maison Beyhoum. Les pensionnaires, le directeur et le personnel venaient et repartaient avant les moments les plus difficiles qui étaient en général prévisibles.

Mais, en décembre, E. Will, P. Leriche, A. Souheil et Djamilé Haddad¹⁶⁹ ont été surpris par les événements ; l'offensive étant de plus en plus agressive, ils ne pouvaient tenir un siège prolongé. Devant cette situation, l'Émir M. Chéhab, alerté par I. Kawkabani (inspecteur au service des Antiquités), a obtenu leur évacuation dans un véhicule blindé, le 9 décembre¹⁷⁰. La maison a, peu de temps après, été assaillie par des troupes armées qui ont détérioré en partie le bâtiment et pillé le mobilier.

II. Réorganisation de l'institut

1. Les nouvelles antennes

Si l'institut n'a jamais quitté le Liban (le personnel local était toujours employé), les recherches ne pouvaient y être poursuivies dans le contexte de guerre. Les chercheurs se sont repliés provisoirement à Damas de 1976 à 1977. À Beyrouth, où demeurait le siège officiel, l'institut s'est vu affecter quatre pavillons (aujourd'hui au nombre de trois) dans la zone du Centre culturel (cité Bounoure) où l'on pensait, en 1977, réinstaller la bibliothèque, l'administration et les pensionnaires dès que possible. En fait, le premier pensionnaire scientifique nommé à Beyrouth, Frédéric Alpi, ne l'a été qu'après la guerre, en 1993¹⁷¹.

En 1977, la visite de Philippe Guillemin, directeur du service de la diffusion à la Direction générale des relations culturelles, officialisa la nécessité pour l'institut de développer des antennes jordanienne et syrienne. Ce fut chose faite en 1977 pour Amman¹⁷², mais il fallut attendre 1981 pour lancer le processus à Damas¹⁷³.

C'est en 1977 également que, pour affirmer ces nouvelles perspectives, l'institut a changé de nom¹⁷⁴. « L'Institut Français d'Archéologie du Proche-Orient a pris ce nom au cours de cette année pour marquer

165. Entretien avec E. Will.

166. D'après G. Tate.

167. D'après G. Tate.

168. Engagé dès 1946.

169. La cuisinière.

170. Entretiens avec P. Leriche et E. Will.

171. Après avoir été allocataire en 1992.

172. WILL 1978, p. 178-182.

173. D'après G. Tate.

174. WILL 1978, p. 180.

par son titre même le rayon d'action qui est le sien et qui s'étend régulièrement au Liban, à la Syrie et à la Jordanie »¹⁷⁵.

2. Les activités de terrain

L'institut s'est alors davantage concentré sur les opérations de terrain¹⁷⁶ et la mission de Syrie du Nord, reprise par G. Tate, entreprit de véritables fouilles dès 1975.

L'institut continuait à soutenir les missions présentes sur place. Ainsi, J.-M. Dentzer, qui travaillait à Sia en Syrie du Sud en 1977, a pu obtenir une aide importante.

Dès le mois de mai 1974, E. Will s'était rendu en Jordanie afin d'étudier les possibilités de collaboration avec le service des Antiquités du pays¹⁷⁷. Cette collaboration a entraîné l'ouverture en 1976 du chantier d'Iraq el-Amir, qui est devenu une mission de l'institut. Cette mission a été placée alors sous la direction de P. Leriche, assisté de Jean-Luc Biscop, architecte, et Dominique Orssaud, céramologue. François Larché était chargé des relevés architecturaux en vue de la restauration des monuments¹⁷⁸. La mission logeait à l'École britannique ou au Centre américain.

En 1977, une accalmie dans les événements du Liban permit à l'institut d'ouvrir un chantier de fouilles d'urgence, à la demande du service des Antiquités libanais. Le chantier, en plein centre de Beyrouth, fut dirigé de mars à juin par J.-D. Forest, lequel a découvert, notamment, un trésor de bijoux en or. P. Bordreuil a pris ensuite la responsabilité du chantier durant trois semaines¹⁷⁹.

Dès sa création en 1946, l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth¹⁸⁰ s'est assigné comme but de maintenir la place particulière de la France dans l'histoire et l'archéologie du Proche-Orient. Si cet institut s'est placé, d'une certaine façon, dans la continuité de l'œuvre du service des Antiquités en Syrie et au Liban sous le mandat français (1920-1946), sa direction s'est toutefois soigneusement démarquée de toute action ou influence politique qui aurait pu faire montre d'une mainmise sur les activités archéologiques des pays.

Si venir à l'institut de Beyrouth a parfois été une occasion de « faire le voyage en Orient » et de revivre les splendeurs d'un monde antique disparu, les recherches qui y ont été entreprises ont rapidement démontré la destination de l'établissement, qui s'est tourné aussi bien vers le travail de terrain que vers celui de bibliothèque. L'institut jouait à la fois le rôle d'établissement régional et celui de foyer de formation et de fermentation des idées, ouvrant sa bibliothèque au plus grand nombre, développant la connaissance archéologique et historique auprès de tous les publics, entretenant de bonnes relations basées sur le travail commun avec les services des Antiquités des pays dans lesquels ses membres travaillaient, formant de jeunes chercheurs qui sont devenus les cadres de la recherche actuelle, participant à la diffusion des idées à travers ses publications, menant ses propres chantiers, faisant évoluer la recherche historique et archéologique, parfois à travers les sciences les plus novatrices, et offrant aide et assistance aux missions archéologiques tant françaises qu'étrangères qui opéraient dans la région.

En trente ans, le Proche-Orient ayant évolué et la recherche archéologique s'y étant développée, l'institut se devait d'acquérir une dimension nouvelle. Cette transition, amorcée par D. Schlumberger et mise en place par E. Will, s'est accélérée avec le début de la guerre du Liban, lorsque l'institut s'est implanté au-delà des frontières libanaises, puis a adopté le nom d'Institut français d'Archéologie du Proche-Orient.

175. Rapport d'activité de l'institut, 1977, p. 1.

176. Entretien avec G. Tate.

177. Rapport d'activité de l'institut, 1974, p. 4.

178. Entretien avec P. Leriche.

179. Entretiens avec P. Bordreuil, J.-D. Forest, P. Leriche.

180. Souvent appelé « Institut de Beyrouth » par opposition à « l'Institut de Damas », l'IFÉAD.

ANNEXE I

Liste des membres de l'Institut de Beyrouth de 1946 à 1977

D'après les dossiers du personnel, les listes établies par l'Institut et les mentions trouvées dans les archives.

PERSONNEL SCIENTIFIQUE	
DIRECTEURS	
Henri Seyrig	décembre 1945 - 31 décembre 1966.
Daniel Schlumberger	1 ^{er} janvier 1967 - 20 octobre 1972.
Ernest Will	février 1973 - 1980.
DIRECTEUR ADJOINT	
Jean Starcky	janvier 1967 - février 1967 puis 1968, puis été 1969 ? puis octobre 1970 - octobre 1971.
PENSIONNAIRES FRANÇAIS	
Ernest Will	1 ^{er} octobre 1946 - 30 septembre 1951.
Jean Starcky	1 ^{er} novembre 1946 - 30 septembre 1949.
Raoul Curiel	février 1949 - août 1949.
André Caquot	1 ^{er} octobre 1949 - 30 septembre 1953 puis 1954 - 1955.
Edmond Frézouls	1 ^{er} octobre 1951 - 30 septembre 1954.
Jean Richard	avril 1952 - juin 1952.
Alain Huss	1 ^{er} octobre 1953 - 30 septembre 1954.
Jacques Yvon	1 ^{er} mars 1955 - juin 1955.
Georges Le Rider	1 ^{er} octobre 1955 - 30 septembre 1958.
Jean-Jacques Rivaille	1 ^{er} octobre 1955 - 30 septembre 1956.
Jean-Claude Gardin	1 ^{er} octobre 1956 - 30 septembre 1957.
Dominique Chevallier	1 ^{er} octobre 1957 - 30 septembre 1958.
Jacques Jarry	1 ^{er} octobre 1958 - 30 septembre 1963.
Jean Deshayes	1 ^{er} octobre 1958 - 30 septembre 1960.
Paul Bernard	1 ^{er} octobre 1960 - 30 septembre 1965.
Jean-Marie Dentzer	1 ^{er} octobre 1963 - 30 septembre 1965.
Jean-Baptiste Giard	1 ^{er} octobre 1965 - 30 septembre 1966.
Jean-Claude Margueron	1 ^{er} octobre 1965 - 30 septembre 1969.
Jean-Louis Huot	1 ^{er} octobre 1966 - 30 septembre 1969.
Olivier Aurenche	1 ^{er} octobre 1969 - 30 septembre 1972.
Marguerite Yon	1 ^{er} octobre 1969 - 30 septembre 1971.
Georges Tate	1 ^{er} octobre 1971 - 30 septembre 1973.
Denis Canal	1 ^{er} octobre 1972 - mai 1974.
Maurice Sartre	1 ^{er} octobre 1973 - 30 septembre 1974.
Pierre Leriche	1 ^{er} octobre 1974 - 30 septembre 1977.
Jean-Daniel Forest	1 ^{er} octobre 1975 - 30 septembre 1977.
Jean-Paul Thalmann	1 ^{er} octobre 1977 - 30 septembre 1981.
Jean-François Breton	1 ^{er} octobre 1977 - 30 septembre 1981.
PENSIONNAIRES ÉTRANGERS	
Denis van Berchem (Suisse)	fin décembre 1946 - mai 1947.
Michal Gawlikowski (Polonais)	1970 - 1971.
Rolf Stucky (Suisse)	1 ^{er} octobre 1971 ? - octobre 1972.
PENSIONNAIRES DU MOYEN-ORIENT	
Fawzi Zayadine (Jordanien)	1 ^{er} octobre 1968 - décembre 1971.
Basile Aggoula (Irakien)	1 ^{er} janvier 1971 - 31 décembre 1973 ¹⁸¹ .

181. B. Aggoula a ensuite été, officiellement, collaborateur scientifique de l'institut du 1^{er} janvier 1974 au 1^{er} octobre 1978. Entretien avec B. Aggoula.

PENSIONNAIRES DU MOYEN-ORIENT	
Hafez Chéhab (Libanais)	1 ^{er} janvier 1973 - 31 décembre 1975.
Leila Badre (Syrienne)	1 ^{er} janvier 1977 - 31 décembre 1979.
SECRÉTAIRE SCIENTIFIQUE	
Georges Tate	1 ^{er} octobre 1975 - 1982 (en cumul avec ses fonctions de directeur par intérim de 1980 à 1982).
ARCHITECTES ¹⁸²	
Georges Tchalenko	1 ^{er} juillet 1946 - mars 1975.
Jacques Seigne	1 ^{er} octobre 1977 - octobre 1982 à Beyrouth puis jusqu'en 1996 à Amman.
Jean-Luc Biscop	1 ^{er} octobre 1977 - 31 janvier 1979 (VSN en poste à Alep).
DESSINATEURS	
Edgar Baccache	1958 (1 ^{er} janv. 1959) - 31 décembre 1997.
Olivier Callot	1967 - 1970 (recruté local. Aide architecte pour la mission de Syrie du Nord, plusieurs mois par an sur le terrain).
PERSONNEL ADMINISTRATIF	
SECRÉTAIRES COMPTABLES, ADMINISTRATIFS	
Henri Abdelnour	1 ^{er} août 1946 - 31 décembre 1975.
Louise Périchon	15 août 1946 - 30 avril 1952.
CHARGÉS DE MISSION CNRS	
CHERCHEURS (MISSION PARFOIS PROLONGÉE)	
Ivan Stchoukine	1954 - 1956 puis 1 ^{er} janvier 1965 - 31 décembre 1969.
Jules Leroy	1954 - 1956.
Jean-Claude Gardin, Jean Deshayes, Jacques Christophe	1953 - 1956 (plusieurs mois par an, fichier mécanographique).
Joseph-Thaddée Milik	1960-1964.
Javier Teixidor	1965 - 1966.
Jean-Paul Rey-Coquais	13 juillet 1969 - 13 août 1969.
Rolf Stucky	1970 - 1971.
ARCHITECTES, DESSINATEURS	
Robert Amy	novembre 1946 - octobre 1949 - 1955 (trois mois par an).
Claude Verney	1 ^{er} octobre 1957 (1 ^{er} jan. 1958) - fin 1973.
François Larché	1976 - 1987 (mission d'Iraq el Amir).

182. Les architectes locaux recrutés pour les besoins de la mission de Syrie du Nord ayant changé presque tous les ans, ils ne sont pas mentionnés.

ANNEXE 2

Henri Seyrig, Daniel Schlumberger, Jean Starcky, Ernest Will*Henri Seyrig*¹⁸³

Henri Seyrig est né le 10 novembre 1895 à Héricourt, en Haute-Saône, d'une famille alsacienne.

Il prépare dans un premier temps des études de Sciences politiques à Oxford, mais sa mobilisation sur le front d'Orient lors de la première guerre mondiale lui fait rencontrer la Grèce et changer d'orientation. Il rentre en France avec la Croix de guerre, puis devient membre de l'École d'Athènes le 16 novembre 1922, après avoir obtenu une agrégation de grammaire la même année. Il prend le titre de Secrétaire général de cette école en mars 1928 jusqu'au 20 octobre 1929. Au cours de cette période, il effectue plusieurs voyages au Proche-Orient, dont la Syrie, en tant que chargé de mission, en 1924, 1925, 1928, 1929.

Le 21 octobre 1929, H. Seyrig est nommé à la direction du service des Antiquités en Syrie et au Liban sous mandat français, jusqu'au 7 juillet 1941. Son site de prédilection est Palmyre, où il est à l'origine de l'évacuation du village moderne des ruines du temple de Bêl et des ruines antiques visibles. En janvier 1938, il assume également la direction de l'Institut français de Damas, jusqu'en mai 1941. Enfin, il prend en charge la responsabilité de « Conseiller du Haut-Commissaire pour les questions culturelles », du 17 mai 1939 au 7 juillet 1941. Il devient correspondant de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres le 15 décembre 1933, puis est nommé Maître de conférences des Universités françaises, le 1^{er} mai 1939.

Au cours de la deuxième guerre mondiale, il s'engage dans les FFL en 1941, renonçant à la direction de l'Institut français « de Constantinople » dont le gouvernement de Vichy lui proposait la charge (qu'il a assumée officiellement du 8 juillet au 30 septembre 1941). Il est alors chargé de mission auprès du Délégué général de la France libre au Levant le 1^{er} octobre 1941, puis en mission auprès du Comité national français du 10 mai 1942 au 1^{er} octobre 1943 : il part pour Londres en 1942, puis pour l'Amérique du Sud, où il effectue l'inspection des établissements d'enseignement de la langue française et des Œuvres françaises, et en 1943 pour New York. Le 2 octobre 1943, il est nommé conseiller culturel de la Mission diplomatique de la France combattante, puis de l'ambassade de France, aux États-Unis, officiellement jusqu'au 21 décembre 1945. Il est alors remplacé par Cl. Lévi-Strauss.

C'est à cette date qu'il devient directeur de l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth, poste qu'il a occupé jusqu'au 31 décembre 1966. Parallèlement, il est nommé Maître de conférences à l'Université de Paris le 29 mai 1945, puis devient directeur des Musées de France, de juin 1960 à mars 1962. En 1952, il est élu membre non résident de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. Il disparaît le 21 janvier 1973.

Outre les objets d'art et les monnaies antiques, il était également grand connaisseur de l'art contemporain et de célèbres artistes étaient ses amis dont, par exemple, Le Corbusier et A. Calder. Les écrivains et poètes libanais faisaient aussi partie de ses intimes.

*Daniel Schlumberger*¹⁸⁴

Daniel Schlumberger est né le 19 décembre 1904, à Mulhouse dans le Haut-Rhin. Ses choix se portent rapidement sur l'histoire et l'archéologie, qu'il étudie à l'Université de Strasbourg.

Dès 1924, il est chargé de mission pour le compte du service des Antiquités, en Syrie du Nord. Il participe en 1925 à la mission Perdrizet, en compagnie d'H. Seyrig qu'il connaissait depuis 1922. Lorsque ce dernier est nommé directeur du service des Antiquités de Syrie et du Liban, il recrute D. Schlumberger le 4 novembre 1929, dans un premier temps comme inspecteur. D. Schlumberger reste au Levant jusqu'à la seconde guerre mondiale. La Palmyrène a été l'un des sujets privilégiés de ses travaux. Parallèlement, il est nommé pensionnaire de l'Institut

183. Pour la vie et les travaux d'Henri Seyrig, je me réfère aux archives, à AVEZ 1993 et WILL 1993, ainsi qu'aux dossiers du personnel du service des Antiquités et de l'Institut de Beyrouth. Des témoignages de proches d'H. Seyrig m'ont aussi servi, notamment ceux de Mme A. Schlumberger, de J.-C. Gardin et G. Le Rider.

184. Pour plus de précisions, on se reportera à AMANDRY 1978. Une note a été rédigée par AVEZ 1993, p. 326. Voir aussi WILL 1973, p. 267-276. Enfin, d'autres informations proviennent des archives de l'Institut de Beyrouth, dont le « Curriculum vitae administratif de M. D. Schlumberger ». Je tiens à remercier tout particulièrement Mme A. Schlumberger pour les précieuses informations qu'elle m'a fournies, de même que les pensionnaires qui ont connu D. Schlumberger.

français de Damas en octobre 1938, puis en devient secrétaire général, le 24 juin 1941. Il fut peu présent à cet institut, se consacrant surtout au service des Antiquités.

En 1942, engagé aux côtés de la France libre depuis un an, il est envoyé à Brazzaville, où ses connaissances de la langue allemande le font employer au service de l'Information.

En 1944, afin d'assurer la continuité de la présence française en Afghanistan, il est envoyé à Kaboul (il y part en 1945). Il devient en 1947 directeur de la Délégation archéologique française en Afghanistan, en remplacement de Roman Ghirshman. C'est en Asie centrale qu'il travaille durant vingt ans, entre autres à Bactres, Lashkari Bazar, Surkh Kotal et, en 1963, il se rend sur le site d'Aï Khanoum sur l'Oxus où, le premier, il découvre une ville hellénistique.

En 1965, il quitte ses fonctions et retourne en Alsace, où il est professeur à l'Université de Strasbourg. En 1967, il succède à H. Seyrig au poste de directeur de l'institut de Beyrouth. Frappé par la maladie, il disparaît le 20 octobre 1972.

*Jean Starcky*¹⁸⁵

Jean Starcky est né le 3 février 1909, à Mulhouse (Haut-Rhin). Il obtient un baccalauréat de lettres classiques et se spécialise ensuite dans les langues sémitiques. C'est ainsi qu'il étudie l'hébreu, l'assyrien, le syriaque, « l'écriture sainte », à l'Institut biblique de Rome et à l'École des Langues orientales de Paris.

Prêtre en 1934, il obtient un diplôme de théologie à l'Institut catholique de Paris. Il devient pensionnaire à l'École biblique de Jérusalem en 1936, nommé par l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres. Dès 1938, il est installé à Beyrouth, où il enseigne l'Ancien Testament et l'hébreu à l'Université Saint-Joseph, faculté de Théologie. En 1940, il participe à une mission archéologique à Palmyre.

Pendant la seconde guerre mondiale, il s'engage le 29 août 1941 comme aumônier militaire, avec le grade de capitaine. Le 26 septembre 1945 il quitte l'armée (Chevalier de la Légion d'honneur, Compagnon de la Libération, Croix de guerre, Silver Star Medal, médaille coloniale).

J. Starcky est nommé pensionnaire du nouvel Institut français d'Archéologie le 1^{er} novembre 1946. Il y reste trois ans qu'il consacre, en grande partie, à l'étude du palmyrénien. Au terme de ce séjour, il devient professeur à l'Institut catholique de Paris, et est nommé en 1951 au CNRS où il reste jusqu'en 1978, au moment de sa retraite.

En 1967, il assume les fonctions de directeur adjoint de l'institut de Beyrouth, dans un premier temps pour pallier l'absence de D. Schlumberger, ensuite lors de la maladie de celui-ci.

J. Starcky s'est éteint en 1988.

*Ernest Will*¹⁸⁶

Né le 25 avril 1913 à Uhrwiller (Bas-Rhin), Ernest Will suit des études littéraires à l'École normale supérieure (promotion 1933) et obtient l'agrégation de lettres classiques en 1936. Il devient membre de l'École française d'Athènes en 1937.

Mobilisé lors de la deuxième guerre mondiale, il est envoyé, ainsi que d'autres « Athéniens » (dont P. Amandry, R. Martin et H. Metzger), à Beyrouth, où il travaille pour le compte de la France Libre, traduisant les informations de la radio allemande. Après la guerre, il est enseignant en France (Marseille, Lyon, Dijon).

Il devient le premier pensionnaire de l'institut de Beyrouth, le 1^{er} octobre 1946 et le reste jusqu'au 30 septembre 1951. Il s'attache plus particulièrement au site de Palmyre.

De retour en France, il poursuit sa carrière d'enseignant à l'Université de Lille, où il devient professeur titulaire (1955). De 1953 à 1968, il est également directeur régional des antiquités historiques Nord-Picardie. Parallèlement, il est membre du Conseil supérieur de la recherche archéologique et de sa commission permanente (ministère des Affaires culturelles). Enfin, il est nommé professeur à l'Université de Paris I (UER d'archéologie) en 1970.

C'est en février 1973 qu'il devient directeur de l'institut de Beyrouth, poste qu'il occupe jusqu'en 1980. Il est élu à l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres cette même année 1973. Il meurt le 24 septembre 1997.

185. Les renseignements concernant Jean Starcky proviennent de son dossier des archives de l'institut à Beyrouth et de WILL 1989. Les entretiens avec d'anciens membres de l'institut, notamment M. Yon, J.-L. Huot et P. Leriche, m'ont aidée à mieux appréhender le personnage.

186. Les informations concernant E. Will sont tirées de son *Curriculum Vitae* du dossier du personnel de l'institut de Beyrouth, et des entretiens que j'ai eus avec lui.

DOCUMENT 1

« Note sur la création, en Syrie, d'une station d'archéologie orientale dépendant de l'École du Caire »¹⁸⁷

Rédigé et expédié aux autorités compétentes dès 1882 par Charles Clermont-Ganneau. Tiré du Recueil d'archéologie orientale, Paris, 1900, p. 319-322.

« Nous possédons en Grèce, en Italie, en Égypte, des établissements scientifiques permanents, les Écoles françaises d'Athènes, de Rome, et du Caire. L'archéologie grecque, l'archéologie romaine, l'archéologie égyptienne ont leurs quartiers généraux solidement et définitivement installés. Seule l'*archéologie orientale* attend encore le sien. La Syrie et ses annexes naturelles méritent bien cependant qu'on fasse pour elles ce que l'on a déjà fait si heureusement pour l'Italie, la Grèce et l'Égypte. Des explorations sérieuses et répétées y ont bien été entreprises, mais d'une façon intermittente, et, malgré des résultats considérables, elles sont encore loin d'avoir donné tout ce qu'on est en droit d'attendre de ces régions qui intéressent sous tant de rapports l'art, la science et l'histoire.

Le moment ne serait-il pas venu de combler cette lacune et de créer, là aussi, un centre permanent de recherches méthodiques et continues ?

L'archéologie orientale a désormais conquis son autonomie. L'enseignement en a été introduit en France et inauguré officiellement, il y a déjà plusieurs années, à l'École pratique des Hautes-Études. Son domaine a été reconnu et constitué dans nos musées par la création récente, au Louvre, d'un Département des antiquités orientales, distinct du Département classique, grec et romain, et du Département égyptien. Enfin l'on a, avec raison, dans le plan d'organisation définitive de l'Institut archéologique du Caire, qui est à la veille d'être exécuté, introduit à côté de la section d'égyptologie une section d'archéologie orientale. L'idée est excellente et bien faite pour répondre au desideratum qui vient d'être signalé, à condition toutefois que cette dernière branche ait un point de contact avec son terrain naturel, et soit placée dans les conditions les plus favorables pour prendre racine. Le complément indiqué et nécessaire de l'École du Caire est l'établissement d'une station d'archéologie orientale en Syrie, relevant immédiatement de l'École.

Quelle est l'étendue et quelles sont les limites du champ sur lequel doit s'exercer l'action de cette station ? Dans quel centre convient-il de l'installer ? Quels seraient ses principaux objectifs et son utilité pratique ? Dans quelles conditions peut-elle être organisée ?

Le domaine de l'archéologie orientale commence, géographiquement et scientifiquement, aux confins des domaines de l'archéologie romaine, grecque et égyptienne, dans lesquels il a cependant plus d'une enclave. Les antiquités hébraïques, les antiquités phéniciennes et, dans un sens plus large, les antiquités syriennes, de toutes les époques et de toutes les races, sont de son ressort immédiat. Il comprend, en outre, ces antiquités mixtes, produit du contact et de la pénétration réciproque de plusieurs civilisations, antiquités qui sont peut-être les plus intéressantes pour l'histoire de l'esprit humain. Point d'intersection des mondes égyptien, assyrien, hellénique et romain, berceau du judaïsme, du christianisme, et, dans une certaine mesure de l'islamisme, lieu de rencontre de l'Orient et de l'Occident au Moyen-Âge, la Syrie a, pour ainsi dire, le monopole de cette catégorie d'antiquités instructives entre toutes. L'aire d'investigation de l'archéologie orientale embrasse Chypre, toutes les côtes de la Syrie et s'étend jusqu'à l'Euphrate et au Tigre, en se prolongeant dans la péninsule arabique.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur la carte pour voir quel est le point le plus favorablement situé pour rayonner dans ce vaste espace. C'est, sans contredit, Beyrouth, qui offre toutes les ressources intellectuelles et matérielles voulues, jointes à des facilités uniques de communication avec le reste de la côte et les régions de l'intérieur.

Les principaux objectifs de la station à créer à Beyrouth seraient :

1° Recherches, excursions, explorations, voyages de découvertes, dans l'aire déterminée plus haut. L'on procéderait par une série de campagnes sur divers points variant suivant la saison et les circonstances, campagnes coupées par des séjours à Beyrouth employés à mettre en œuvre les matériaux recueillis et à en préparer la publication au fur et à mesure des découvertes.

2° Relevé des monuments : estampages, moulages, photographies, plans et dessins.

3° Excavations sur des points déterminés.

4° Acquisition des antiquités, sur place, pour nos collections nationales.

Ce dernier point mérite une attention spéciale et vaut qu'on y insiste. L'acquisition des antiquités sur place serait une ressource précieuse pour l'enrichissement de nos collections nationales. C'est même aujourd'hui, d'une façon générale, le seul moyen, pour elles, de lutter avantageusement contre la concurrence que leur font les musées

187. Je remercie M. Jean-Baptiste Yon qui m'a signalé l'existence de ce texte.

étrangers. Ce n'est pas assez d'accueillir les antiquités quand elles viennent à nous. Il faut aller à elles. Sans quoi l'on s'expose à n'avoir trop souvent que les rebuts des autres ou à payer de beaux objets des sommes exorbitantes. C'est sur les lieux mêmes qu'il convient de recueillir les antiquités en les achetant de première main, des paysans ou des nomades. C'est ainsi, d'ailleurs, qu'ont été formées, en grande partie, nos anciennes et merveilleuses collections et que nous nous sommes assuré, sur nos rivaux étrangers, une avance que nous sommes menacés de perdre à bref délai, si l'on n'y avise. Nos musées, à l'instar des musées étrangers, devraient avoir, au dehors, des agents spéciaux chargés de les alimenter. À Beyrouth, l'on pourrait profiter de la station d'archéologie pour organiser un service d'acquisitions de ce genre qui nous permettrait de drainer, à très peu de frais, et au plus grand bénéfice du Louvre, tout le Levant. Les collections particulières sont remplies et s'enrichissent chaque jour d'objets d'art exquis, ou de monuments d'une grande valeur historique, provenant de Syrie et dont la place au Louvre serait marquée. Rien ne serait plus facile que de détourner à notre profit ce courant d'antiquités, en jetant sur la Syrie et sur Chypre un vaste réseau de correspondants indigènes reliés directement à la station de Beyrouth. Avec quelques milliers de francs consacrés chaque année à ce service spécial, l'on recueillerait de véritables trésors, dont la valeur intrinsèque surpasserait de beaucoup, non seulement le prix d'achat, mais la totalité des dépenses de la station permanente. Par ce côté pratique la création projetée différerait sensiblement de nos grandes Écoles archéologiques qui poursuivent, en général, un but un peu platonique.

Pour ce qui est des conditions dans lesquelles l'on pourrait organiser cette station appelée à rendre tant de services, il suffirait d'emprunter les éléments déjà contenus dans le projet de l'École du Caire, en les appliquant au milieu même en vue duquel ils ont été admis et où seulement ils ont chance de trouver leur plein et entier développement. La section d'archéologie orientale, partie intégrante de l'École du Caire, aurait simplement besoin d'avoir en Syrie un prolongement matériel, aboutissant au centre fixe de Beyrouth. Ce centre, qui ne serait en quelque sorte qu'un pied-à-terre de l'École du Caire, serait représenté par un local peu coûteux, destiné principalement à l'emmagasinement des collections. Un personnel restreint, mais actif, y poursuivrait d'une façon permanente l'œuvre esquissée plus haut qui, pour être efficace, doit être menée sans interruptions, cette continuité étant la condition même du succès. Un archéologue expérimenté, assisté d'un collaborateur graphique pour les plans, dessins, et photographies, répondrait à tous les besoins. Ils seraient fournis tous deux par la section d'archéologie orientale de l'École du Caire. Les membres de nos Écoles du Caire, d'Athènes et de Rome, qui viendraient faire une tournée en Syrie, nos missionnaires scientifiques, seraient sûrs de trouver toujours là un centre de ralliement, des livres, des conseils et des directions. Cette combinaison qui permettrait d'atteindre de la manière la plus directe l'un des buts principaux de l'École du Caire, aurait l'avantage de ne nécessiter aucun nouveau sacrifice d'argent, puisqu'elle n'impliquerait que l'application, dans des conditions éminemment pratiques, des dépenses prévues au budget de cette école, pour la section spéciale d'archéologie orientale.

Ce projet peut être envisagé à un autre point de vue dont l'importance n'échappera à personne et qu'il suffit d'indiquer ici en quelques mots.

La création à Beyrouth d'un établissement français de haute science, représentant la grande École du Caire, contribuerait sensiblement à augmenter en Syrie notre prestige, dont nous nous montrons si justement jaloux et à y assurer notre suprématie intellectuelle, en mettant à notre disposition un moyen d'influence qui n'est pas à dédaigner. Elle ne serait pas déplacée assurément à côté des encouragements que le gouvernement de la République, suivant une politique séculaire, croit nécessaire encore aujourd'hui d'accorder dans tout le Levant, et notamment en Syrie, sous forme de subventions considérables, aux établissements religieux ayant un caractère scolaire. S'il paraît expédient à nos hommes d'État d'utiliser, sur ce terrain d'une espèce à part, l'élément religieux comme véhicule de la langue et des idées françaises, il ne leur déplaira peut-être pas d'affirmer en même temps l'indépendance de leurs idées en y fondant une institution consacrée à la science pure et libre.

Sous ce dernier rapport, le projet se recommande particulièrement à l'attention du Département des Affaires étrangères, à l'appui et à la coopération duquel il serait peut-être permis de faire appel dans une certaine mesure. »

DOCUMENT 2

« Instructions aux fouilleurs, projet réalisé par M. Lacau »

Extrait du rapport de la Commission des fouilles, réunion plénière du 13 octobre 1945, page 6. Archives de l'IFAPO.

« La Commission des Fouilles demande à tous les fouilleurs de bien vouloir se conformer aux indications suivantes :

I- Se mettre toujours en rapport avec les agents diplomatiques français dans les pays où ils travaillent. Établir et maintenir un contact personnel et apparent avec les établissements français scientifiques déjà installés dans

le pays. Bien entendu, il y a toujours un grand intérêt scientifique et moral à rester en relation avec les missions archéologiques étrangères.

II- Dans l'établissement du budget de fouilles, distinguer toujours trois ordres de dépenses :

- 1) personnel scientifique (y compris frais de voyage) ;
- 2) la main-d'œuvre sur les chantiers ;
- 3) les publications.

III- Il est indispensable que tout chef de mission de fouilles soit accompagné sur le chantier au minimum par :

- 1) un ou deux assistants archéologiques qualifiés ;
- 2) un dessinateur et un photographe ;
- 3) un architecte (dès qu'on touche à une construction si modeste soit-elle).

IV- Tenir un journal de fouilles détaillé et rédiger un rapport annuel sur les résultats.

V- Assurer le gardiennage des chantiers pour éviter les vols pendant la suspension des travaux.

VI- Prévoir la publication dans un délai aussi court que possible. »

DOCUMENT 3 ¹⁸⁸

Création de la Commission consultative des fouilles archéologiques, Paris, 22 avril 1947.

Signé par Chauvel, Secrétaire général de l'Ambassadeur de France pour le Ministre des Affaires étrangères.

« LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ARRÊTE :

Article 1 :

Il est institué près la Direction Générale des Relations Culturelles au Ministère des Affaires Étrangères, une Commission Consultative des Fouilles Archéologiques qui a pour mission de dresser le programme des recherches archéologiques à l'étranger, de désigner les chefs des missions archéologiques françaises, de suivre l'activité scientifique de ces missions et d'examiner leurs rapports ainsi que leurs publications. La Commission est chargée d'évaluer les crédits nécessaires aux missions et institutions scientifiques chargées des fouilles. D'une manière générale, la Commission des Fouilles délibère sur toutes les questions relatives à l'activité de l'Archéologie Française à travers le monde en dehors du territoire métropolitain.

Article 2 :

Sont nommés membres de la Commission des Fouilles :

Le Directeur Général des Relations Culturelles au Ministère des Affaires Étrangères ; le Directeur d'Asie au Ministère des Affaires Étrangères ; le Directeur d'Afrique-Levant au Ministère des Affaires Étrangères ; le Directeur d'Amérique au Ministère des Affaires Étrangères ; le Directeur d'Europe au Ministère des Affaires Étrangères ; le Ministre Plénipotentiaire, Conseiller technique à la Direction Générale des Relations Culturelles ; le Chef du Service de l'Enseignement Français à l'Étranger à la Direction Générale des Relations Culturelles ; le Chef du Service Administratif et Financier à la Direction Générale des Relations Culturelles ; le Directeur de l'Enseignement Supérieur au Ministère de l'Éducation Nationale ; l'Inspecteur Général, Chef du Service des Relations Universitaires et Culturelles entre la France et l'Étranger au Ministère de l'Éducation Nationale ; le Directeur des Musées de France ; le Chef du Service des Recherches Coloniales au Ministère de la France d'Outre-Mer ; le Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique ; MM. C. F. A. SCHAEFFER, Directeur de Recherches au Centre National de la Recherche Scientifique ; l'abbé H. BREUIL, Membre de l'Institut, Professeur au Collège de France ; Marcel COHEN, Professeur à l'École des Langues Orientales ; G. CONTENAU, Conservateur en Chef du Musée du Louvre ; R. DEMANGEL, Directeur de l'École Française d'Athènes ; E. DHORME, Professeur au Collège de France ; M. DURRY, Professeur à la Sorbonne ; R. DUSSAUD, Secrétaire Perpétuel à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; A. FOUCHER, Membre de l'Institut ; A. GABRIEL, Professeur au Collège de France ; A. GRENIER, de l'Institut, Directeur de l'École de Rome ; R. GROUSSET, de l'Académie Française ; G. JAMATI, Sous-Directeur au Centre National de la Recherche Scientifique ; M. JOUGUET, Membre de l'Institut ; G. KUENTZ, Directeur de l'Institut Français du Caire ; M. LACAU, Membre de l'Institut ; G. LEFEBVRE, Membre de l'Institut ; A. LEROI-GOURHAN, Sous-Directeur au Musée de l'Homme ; C. LÉVI-

188. Cette commission remplace en fait celle de 1945. Voir plus haut « Naissance de l'institut » et « Structure et fonctionnement de l'institut ».

STRAUSS, Conseiller Culturel près l'Ambassade de France à Washington ; M. MASSIGNON, Professeur au Collège de France ; A. MERLIN, Membre de l'Institut ; Ch. PICARD, Membre de l'Institut ; L. ROBERT, Professeur au Collège de France ; P. RIVET, Directeur du Musée de l'Homme ; L. REY, Chargé de mission archéologique ; J. SAUVAGET, Professeur à l'École des Hautes Études ; H. SEYRIG, Directeur de l'Institut Français d'Archéologie de Beyrouth ; P. STERN, Conservateur du Musée Guimet ; Le R. P. TEILHARD de CHARDIN ; Ch. VIROLLEAUD, Membre de l'Institut.

Article 3 :

La Commission des Fouilles est présidée par le Directeur Général des Relations Culturelles.

Article 4 :

Monsieur C. F. A. SCHAEFFER, Directeur de Recherches au Centre National de la Recherche Scientifique, est nommé Secrétaire Général de la Commission des Fouilles.

Article 5 :

La Commission des Fouilles est divisée en cinq sous-Commissions :

Sous-Commission Asie Antérieure et Proche-Orient ; Sous-Commission Asie Centrale et Extrême-Orient ; Sous-Commission Égypte et Éthiopie ; Sous-Commission Athènes et Rome ; Sous-Commission Amérique et Préhistoire Générale.

Ces sous-Commissions désignent leur Président et leur Secrétaire chargé de rédiger le rapport à soumettre à la Commission des Fouilles.

Article 6 :

La Commission des Fouilles se réunit au Ministère des Affaires Étrangères sur convocation de son Président aussi souvent que la gestion des missions archéologiques françaises à l'étranger l'exige, et au moins une fois par an.

Les réunions de la Commission peuvent être précédées de réunions des sous-Commissions chargées de préparer les délibérations des séances plénières. »

DOCUMENT 4

« Projet de statut de l'Institut Archéologique de Beyrouth »

Non daté, non signé (rédigé, d'après des mentions dans les courriers, par Jean Marx, ministre plénipotentiaire, direction générale des Relations culturelles, avec la partie sur la bibliothèque ajoutée par Henri Seyrig. 1945).

« Article I

Il est créé sous le patronage de l'Université de Paris un Institut de recherches Archéologiques et Historiques, dans les États du Levant. Cet Institut portera le nom d'Institut Archéologique de Beyrouth. Il recevra la bibliothèque formée par le Service des Antiquités et actuellement détenue par la Mission Archéologique permanente. Les fonds nécessaires au fonctionnement de l'Institut seront assurés par le Ministère des Affaires Étrangères, les ressources destinées aux missions et aux fouilles archéologiques par la Caisse Nationale de la Recherche Scientifique.

Article II

L'Institut est administré par un comité de direction siégeant à Paris sous la présidence du Directeur Général des Relations Culturelles, assisté du Recteur de l'Université de Paris. Ce comité comprendra des représentants du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Caisse de la Recherche Scientifique, et un certain nombre de savants choisis en raison de leurs connaissances archéologiques et de leur compétence dans les questions du Proche-Orient.

Article III

Le personnel régulier de l'Institut comprendra quatre membres et un Secrétaire Administratif. Tout le personnel de l'Institut est désigné par le Directeur Général des Relations Culturelles sur proposition du comité de direction. Le Directeur a tous pouvoirs pour désigner sur place le personnel français ou local remplissant les emplois administratifs et subalternes.

Article IV

Le budget est approuvé chaque année par le Comité de Direction ; il est contrôlé par le service de Comptabilité de la Direction Générale des Relations Culturelles, le Service Général de la Comptabilité et le Contrôle de l'Exécution du Budget du Ministère des Affaires Étrangères. Les crédits fournis par la Caisse de la Recherche Scientifique sont contrôlés par les services financiers de cet organisme. »

DOCUMENT 5**Statut de l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth.**

Dossier constitué par l'institut.

- *Télégramme du ministère des Affaires étrangères du 15 mars 1946, n° 181-420 :*

« (...) L'Institut d'Archéologie de Beyrouth pourra (...) être placé sous le patronage de l'Université de Paris comme l'Institut de Damas. »

- *Lettre du ministre des Affaires étrangères au Délégué général de France au Levant n° 634/RC du 5 juin 1946 :*

« J'ai l'honneur de vous faire savoir que la fondation de l'Institut Archéologique de Beyrouth est maintenant acquise.

Vous recevrez incessamment des renseignements sur les conditions dans lesquelles se présente la nouvelle Fondation, qui sera placée sous le contrôle et le patronage de l'Université de Paris et de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres.

Il demeure naturellement entendu que les fonctions de Conseiller archéologique auprès de votre délégation seront remplies exclusivement par M. SEYRIG. »

- *Lettre du ministre des Affaires étrangères au Délégué général de France au Levant n° 1191/RC du 30 octobre 1946 :*

« La création récente de l'Institut Français d'Archéologie de BEYROUTH, telle que la définissait ma lettre n° 634 RC du 5 juin dernier, appelle un certain nombre de précisions qui doivent fixer la situation administrative de la nouvelle fondation et sa place dans l'ensemble de nos institutions du Levant.

J'estime que sur le terrain archéologique, conformément à la règle en usage dans tous nos autres Instituts du même genre, c'est-à-dire Rome, Athènes et le Caire, l'autorité du Directeur de l'Institut doit s'exercer directement sous votre couvert, sans passer par les services du Conseiller Culturel, ni par l'Inspection des Œuvres. Le Directeur de nos Instituts, M. SEYRIG, doit donc remplir en fait les fonctions de Conseiller archéologique, sous votre haute direction, et en s'inspirant de vos conseils et de vos indications particulièrement nécessaires sur le terrain politique. Si le budget réservé à l'Institut doit trouver sa place dans le cadre général des œuvres, il n'en demeure pas moins que le contrôle de ce budget devra être exercé essentiellement par le Comité de Direction de l'Institut, seul compétent en pareille matière.

(...) j'ai tenu, en ce qui concernait l'Institut de BEYROUTH et les recherches archéologiques qui, dans l'avenir, s'étendront, je l'espère, à la Syrie et aux pays voisins, à ce que les fonctions de M. SEYRIG fussent précisées sans aucune contestation possible. »

- *Lettre de la direction générale des Relations culturelles au Secrétaire perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, n° 2657/RC du 30 octobre 1946 :*

« L'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres a bien voulu suivre dans un esprit favorable la création de l'Institut Français d'Archéologie de BEYROUTH, attaché à l'Université de Paris.

Je serais heureux que la nouvelle Fondation pût être placée sous le patronage et le contrôle archéologique de l'Académie, son prestige et son autorité vis-à-vis des Gouvernements syrien et libanais ne pourraient que s'en trouver renforcés.

J'ai tenu, d'autre part, à préciser que le nouvel Institut devait être tenu complètement à part du système de nos Œuvres de Beyrouth et qu'une autonomie nécessaire devait être laissée à la nouvelle institution, conformément au précédent de nos Écoles et de nos Instituts d'Archéologie d'Athènes, de Rome et du Caire. (...) ».

- *Lettre du Secrétaire perpétuel René Dussaud au ministre des Affaires étrangères du 25 novembre 1946 :*

« Saisie par votre lettre du 30 octobre 1946 n° 2657 RC, l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, dans sa séance du 8 novembre dernier, a accepté de donner son patronage scientifique au nouvel Institut français d'Archéologie de Beyrouth. Elle a pris bonne note, car cela est essentiel pour les relations que le nouvel Institut

devra développer avec les autorités locales, que cet organisme jouira de l'autonomie scientifique la plus large, au même titre que les Écoles d'Athènes et de Rome, ou l'Institut français de Stamboul. (...) ».

- *Lettre du ministre des Affaires étrangères au ministre de France au Liban (le conseiller d'État directeur général des Relations culturelles, Joxe), n° 169/RC du 6 avril 1950 :*

« J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint ampliation d'un arrêté interministériel instituant une Commission Consultative des Missions Archéologiques Permanentes de l'Asie Antérieure.

Je tiens à souligner que la création de cette Commission ne doit en rien porter atteinte à l'initiative et à l'organisation interne des missions archéologiques relevant de sa compétence. Son rôle consistera à coordonner l'action de ces divers organismes, à réaliser éventuellement des échanges de chercheurs. La nouvelle Commission pourra permettre aux diverses institutions ou missions de se mettre d'accord sur les programmes de travaux ou de publications.

L'activité de la Commission Consultative des Missions Archéologiques Permanentes de l'Asie Antérieure ne restreindra pas les attributions de la Commission des Fouilles qui continue à exercer son contrôle sur tout ce qui concerne la conception et l'exécution des programmes de fouilles.

Il serait souhaitable que la première réunion de la nouvelle Commission se tînt au cours des prochains mois et, en tous cas avant le mois d'octobre. (...)

J'attacherais également du prix à connaître les suggestions de M. SEYRIG en ce qui concerne les questions qu'il souhaiterait voir soumises à l'examen de la Commission Consultative. »

- *Arrêté interministériel du 1^{er} mars 1950, signé pour le ministre des Affaires étrangères, par délégation, par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères A. Parodi et par délégation pour le ministre de l'Éducation nationale par le directeur du Cabinet, Drouart.*

« Le ministère des affaires étrangères, Le ministère de l'éducation nationale arrêtent

Article 1^{er}

Il est institué auprès de la Direction Générale des Relations Culturelles au Ministère des Affaires Étrangères, une Commission Consultative des Missions Archéologiques Permanentes de l'Asie Antérieure qui a pour attribution de suivre l'activité scientifique de ces missions, d'examiner leurs rapports ainsi que leurs publications, de coordonner leurs travaux et leurs programmes.

D'une manière générale, cette Commission Consultative délibère sur toutes les questions relatives à l'activité des dites missions, à leurs besoins et aux résultats qu'elles obtiennent.

Article 2

Sont de la compétence de cette Commission les missions et organismes suivants :

1°) Institut d'Archéologie de Beyrouth ainsi que la Mission Archéologique de la Syrie du Nord qui lui est rattachée.

2°) Mission archéologique Française en Iran.

3°) Délégation archéologique Française en Afghanistan.

Article 3

En ce qui concerne les fouilles que ces organismes peuvent être appelés à effectuer, la Commission présente à la Commission des Fouilles les projets relatifs aux crédits nécessaires à l'exécution de ces travaux.

Article 4

Font partie de cette Commission :

1°) Le Directeur Général des Relations Culturelles au Ministère des Affaires Étrangères - Président ; le Chef du Service de l'Enseignement Français à l'Étranger à la Direction Générale des Relations Culturelles ; le Chef du Service Administratif et Financier à la Direction Générale des Relations Culturelles ; le Directeur Général de l'Enseignement Supérieur au Ministère de l'Éducation Nationale ; le Secrétaire Perpétuel de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; le Directeur des Musées de France ; le Directeur du Centre National de la Recherche Scientifique ; le Directeur Général chargé de la Direction du Service Universitaire des Relations avec l'Étranger ; le Recteur de l'Académie de Paris ; le Secrétaire Général de la Commission Consultative des Fouilles Archéologiques.

2°) M. Émile BENVÉNISTE, Professeur au Collège de France ; M. Fernand CHAPOUTIER, Sous-Directeur de l'École Normale Supérieure ; M. Georges CONTENAU, Conservateur en Chef du Musée du Louvre ; M. René DUSSAUD, Membre de l'Institut ; M. Alfred FOUCHER, Membre de l'Institut ; M. André GRABAR, Professeur au Collège de France ; M. René GROUSSET, de l'Académie Française ; M. Louis ROBERT, Professeur au Collège de France.

Article 5

La Commission Consultative des Missions Archéologiques Permanentes en Asie Antérieure se réunit au Ministère des Affaires Étrangères sur convocation de son Président aussi souvent que la gestion des Missions sur lesquelles s'étend sa compétence l'exige et au moins une fois par an. »

DOCUMENT 6

« Note sur la fondation de l'Institut Français d'Archéologie de Beyrouth »

Envoyée par Henri Seyrig à Hubert Hubac, conseiller à la Cour des Comptes, le 4 avril 1947.

« Pendant les années du mandat, la direction française du Service des Antiquités, rétribuée par les États, et pourvue de fonds par eux, entretenait et réparait les monuments historiques, contrôlait les missions archéologiques étrangères, présidait à la construction et à l'organisation des musées. Mais cette tâche pratique ne pouvait être accomplie avec compétence que si ceux qui en étaient chargés la doublaient d'une recherche scientifique personnelle. Les frais de celle-ci pouvaient difficilement être imputés aux États, qui subventionnaient déjà très généreusement à la remise en état de leurs monuments, entièrement négligés sous la domination turque. C'est ainsi que la Direction des Œuvres, le Centre de la Recherche et l'Académie des Inscriptions furent amenés à subventionner, d'une part des fouilles et recherches sur le terrain, d'autre part la publication d'une revue et d'une collection historique, enfin la constitution progressive d'une bibliothèque spécialisée. Ces efforts eurent un résultat très fécond, et l'œuvre purement scientifique du Service des Antiquités, aussi bien que ses publications, ont généralement été jugées avec faveur.

Lorsque la France eut renoncé à son mandat dans le Levant, le Service des Antiquités fut remis aux États pour être géré par eux. Cependant une documentation scientifique très considérable, recueillie et en partie déjà élaborée par les agents français de ce Service, restait à la France. Elle représentait le fruit d'efforts importants, aussi bien par les sommes que la France y avait engagées, que par le travail de ceux qui l'avaient réunie. Avec la bibliothèque, formée aux deux tiers par des fonds français, elle constituait à Beyrouth un noyau matériel dont il fallait fixer le sort. En outre, le rôle éminent et ininterrompu, que la France avait joué dans l'exploration de la Syrie et du Liban depuis les jours de Renan, rôle que l'ère du mandat avait porté à son plus haut point, ne semblait pas compromis par la nouvelle situation politique, et était regardé au contraire comme l'un des éléments durables de notre position dans ces pays.

La Direction générale des Relations Culturelles a jugé alors que la façon la plus convenable de tirer parti de cette succession, à la fois matérielle et intellectuelle, était d'en charger un Institut formé sur le modèle de nos Écoles de Rome et d'Athènes. La nouvelle fondation est naturellement plus modeste, et doit rester proportionnée aux débouchés que la France peut réserver à ceux qui en sortent. En outre, elle diffère de ses modèles en ce qu'elle n'entreprind pas, comme eux, la formation même des pensionnaires qu'elle reçoit ; elle s'adresse plutôt à de jeunes savants déjà formés aux disciplines générales, et qui viennent y traiter des problèmes spéciaux. Actuellement, par exemple, l'Institut de Beyrouth prépare la publication des inscriptions recueillies à Palmyre, et celle du grand temple de cette ville, déblayé par nos soins ; il prépare la publication des églises byzantines de la Syrie du Nord, jadis amorcée par Vogüé, et sur lesquelles une somme inappréciable de documents a été recueillie pendant le mandat ; il continue enfin la publication de la revue « Syria » et de la « Bibliothèque historique ». Par ailleurs, il sert de centre aux érudits français qui viennent en mission dans ces pays, et sa fondation a même engagé immédiatement le gouvernement helvétique à lui confier, à titre de pensionnaire étranger, un professeur de l'Université de Lausanne.

Les relations de l'Institut avec le Gouvernement Libanais, qui lui donne l'hospitalité, ont toujours été des plus faciles. Rattaché à l'Université de Paris, il doit à ce patronage un aspect d'indépendance et de science pure qui le fait apprécier. Ne disposant pas d'enseignement direct, ouvrant simplement sa bibliothèque aux érudits locaux, ne donnant ses avis qu'à ceux qui les lui demandent, il apparaît comme désintéressé, et échappe aux imputations de propagande qui atteignent aujourd'hui les œuvres d'enseignement. C'est pour cette raison que j'ai cru devoir

insister pour qu'il restât indépendant de la Mission Culturelle attachée à notre Légation, Mission dont l'action gardera presque inévitablement une certaine couleur politique. Cet aspect des choses, qui est tout à fait vital pour l'Institut de Damas dans les circonstances actuelles, peut le devenir également pour celui de Beyrouth, et il y a lieu d'en tenir compte avec beaucoup de précaution. »

DOCUMENT 7

« L'Institut français d'archéologie de Beyrouth »

Historique et activités de l'institut, écrit par Henri Seyrig pour la Revue de l'Enseignement Supérieur, 6 août 1959.

« L'Institut français d'archéologie de Beyrouth a été fondé par la Direction générale des relations culturelles en 1946, au moment où le Liban et la Syrie reçurent leur pleine indépendance. Au temps où la Société des nations avait exercé sa tutelle sur ces deux états, la direction du Service des Antiquités avait relevé de la France comme puissance mandataire. Quand ce mandat prit fin, et quand le Liban et la Syrie, en conséquence, eurent à former leurs propres Services des Antiquités, la Direction générale des relations culturelles estima qu'il fallait entretenir la tradition archéologique qui, depuis des temps bien antérieurs à la Société des nations, liait la France au Liban et à la Syrie. Elle décida donc de créer l'Institut de Beyrouth, en lui fixant une double tâche : d'une part mettre en valeur et publier une importante documentation archéologique encore inédite, d'autre part permettre à de jeunes archéologues français, déjà spécialisés dans l'étude de questions libanaises et syriennes, de venir achever leurs travaux au contact des monuments et des populations de ces deux pays. La Direction générale créa donc deux postes de pensionnaires, dont la mission, annuelle en principe, pouvait être prorogée si l'intérêt de leurs travaux le recommandait.

L'Institut fut doté d'un immeuble, qui reste probablement la plus belle et la plus intéressante des anciennes demeures de la ville. Construite en 1850 par un des principaux notables de Beyrouth, Hadj Abdallah Beyhum, elle fut prêtée par celui-ci, en 1856, à l'émir Abdelkader, qui y séjourna sept mois avant d'aller s'installer à Damas. Le gouvernement français l'acquit en 1910 pour y loger l'hospice des Petites Sœurs des Pauvres. Cette institution s'étant déplacée vers des quartiers plus calmes l'immeuble servit de maison d'hôtes, puis, pendant la 2^e guerre mondiale, de foyer du soldat. Redevenu disponible, l'Institut d'archéologie y fut établi, après que le gouvernement français l'eut fait remettre en état.

La tâche la plus immédiate consistait à faire connaître une somme considérable de documents archéologiques recueillis par les savants français pendant la période du mandat, et restés inédits. De cette tâche, une part très recueillie a déjà été accomplie, comme en témoigne une série de volumes, publiés dans la *Bibliothèque archéologique et historique* de l'Institut. Dès 1951, un ouvrage de M. Daniel Schlumberger présentait le résultat de ses fouilles dans « *La Palmyrène du Nord-Ouest* », révélant les installations campagnardes où les Palmyréniens avaient leurs haras de chevaux et de chameaux, avec une belle série de sanctuaires ornés d'inscriptions et de bas-reliefs. La même année, MM. P. Collart et P. Coupel publiaient « *L'autel monumental de Baalbek* », dont la reconstruction graphique est fondée sur les fragments recueillis lors du déblaiement de la cour du temple de Jupiter. De 1956 à 1958 paraissaient trois volumes sur « *Les villages antiques de la Syrie du Nord* », dus à M. Georges Tchalenko, qui en avait assemblé la matière comme architecte du Service des Antiquités avant d'être rattaché à l'Institut. En 1955 nous publiions avec MM. Ingholt, Starcky et Caquot le « *Recueil des tessères de Palmyre* » dans lequel une multitude de petits documents, jusque là dispersés et en grande partie inédits furent à la disposition des philologues et de l'historien des religions. En 1956, enfin, MM. P. Coupel et E. Frézouls consacraient un volume au « *Théâtre de Philippopolis en Arabie* ». D'autres travaux sont en préparation, dont les prochains à voir le jour seront une publication du temple de Bêl à Palmyre, et une étude sur un monument de Résafa, le grand pèlerinage de S. Serge, situé près de l'Euphrate. - *La Bibliothèque archéologique et historique*, fondée jadis par le service des Antiquités, et aujourd'hui administrée par l'Institut, en est à son 68^e volume, cependant que *Syria, Revue d'art oriental et d'archéologie* (36 volumes en 1959), publie deux fois par an les études des savants français sur les antiquités du Liban et de la Syrie.

Les fouilles françaises en Syrie – celles de Ras Shamra et de Mari – sont pratiquées sous l'autorité de la Direction générale des relations culturelles par deux missions spécialement affectées à cet objet, et l'Institut de Beyrouth se borne à donner à ces expéditions les facilités dont il peut disposer lorsqu'elles se rendent sur le terrain. L'Institut lui-même n'a ouvert qu'un chantier de fouilles, et ce, uniquement en vue de résoudre quelques problèmes particuliers : c'est celui de Cyrhus, non loin d'Alep, dirigé en son temps par M. Edmond Frézouls avec la collaboration de MM. P. Coupel et W. Forrer : quatre campagnes y ont eu lieu, et leur publication est en vue.

Une autre des activités de l'Institut, au cours des années récentes, a été de collaborer à une entreprise du Centre National de la Recherche Scientifique, en vue d'appliquer à l'archéologie les principes de la documentation mécanographique. Cette application, imaginée et brillamment expérimentée par M. J.-C. Gardin alors qu'il était pensionnaire de l'Institut, est entrée presque immédiatement dans sa phase de réalisation, et le premier index archéologique sur cartes perforées doit paraître en 1960 : il mettra au service des chercheurs, sous une forme toute nouvelle, tous les restes actuellement accessibles de *L'outillage de l'âge du bronze, des Balkans à l'Indus* : il est l'œuvre d'un autre pensionnaire de l'Institut, M. J. Deshayes, dont le commentaire paraîtra simultanément sous forme d'un livre.

Cet exemple de collaboration avec le Centre National de la Recherche n'est pas isolé : à plusieurs reprises le Centre a délégué ses chercheurs auprès de l'Institut pour y poursuivre leurs travaux. C'est ainsi que l'Institut a publié deux volumes de M. I. Chtoukine sur la peinture iranienne, cependant qu'un autre ouvrage, dont l'auteur est M. l'abbé Jules Leroy, consistera en un recueil des manuscrits syriaques à peintures, à paraître prochainement.

Une fonction non moins importante de l'Institut consiste à mettre sa riche bibliothèque à la disposition des lecteurs qui s'y intéressent. Nombre de chercheurs locaux la fréquentent, et elle contribue ainsi à la dissémination des connaissances historiques, pour lesquelles on observe au Liban une curiosité sans cesse grandissante. En outre, et en partie grâce à cette bibliothèque, l'Institut est fréquenté par un grand nombre d'archéologues européens et américains, qui s'arrêtent à Beyrouth en se rendant vers la Syrie, l'Irak, la Perse et l'Asie centrale. Le passage de ces savants, souvent hébergés dans la maison lorsque cela se peut, crée un mouvement d'idées très varié, dont il est inutile de souligner le profit. - Un profit du même genre nous vient de nos rapports avec l'Institut français de Damas, dont les pensionnaires, consacrés à une discipline différente de la nôtre, fréquentent souvent la maison, et même y demeurent dans la période actuelle, où les circonstances les tiennent éloignés de Damas.

Ajoutons, en terminant, que l'Institut a toujours joui de la plus généreuse hospitalité des autorités libanaises, et que ses rapports avec la Direction des antiquités, notamment, sont fondés sur une confiante et réciproque amitié, dont le prix apparaît tous les jours, comme le garant d'une tradition dont la France a tant de raisons de souhaiter le maintien ».

DOCUMENT 8 « Beyrouth Décembre 1975 »

Extraits du journal tenu par Pierre Leriche au début de la guerre du Liban.

« Lundi 1^{er} décembre

Départ de Paris E. Will et moi à 16h. Arrivée Beyrouth à 21h30.

Personne à l'aéroport vide. Rares taxis. Celui qui nous prend fonce sur une route éteinte et totalement déserte. Atmosphère de guerre et de peur. Le chauffeur fait un détour pour éviter une zone peu sûre où, l'avant-veille, un Kowétien s'était fait alléger de 2000 dollars. Barrage de l'armée. Arrivée au Carlton. (...). Nuit calme. Hôtel vide.

Mardi 2

Visite à Antoine Medaouar ¹⁸⁹ rassurant, qui nous offre l'hospitalité. (...). Rejoignons l'Institut par la corniche. (...)

À l'Institut tous les livres sont dans des caisses qui occupent la grande salle (...). Peu de monde dans les rues. (...) M. Will à l'ambassade. Vais visiter notre appartement ¹⁹⁰ : tout est en ordre. Passage chez les Bordreuil au collège protestant. Retour au Carlton avant la nuit.

Dîner au Carlton. Discussion avec A. Medaouar optimiste qui nous promet l'apaisement (...). Peu de monde dans la salle. Nuit calme.

Mercredi 3

Adieux à Medaouar qui refuse de nous faire payer. Le comité de soutien aux Palestiniens appelle à la paix inconditionnelle. Annonce du voyage de Gemayel ¹⁹¹ en Syrie. La veille, série d'enlèvements en ville par les

189. Directeur du Carlton, ami de l'institut.

190. Appartement personnel de P. Leriche et sa famille, en face de l'hôtel Saint-Georges.

191. Pierre Gemayel, député maronite, l'un des fondateurs, en 1936, du parti Kataëb (phalanges chrétiennes) dont il est le chef.

Kurdes, dont 2 français : Godet (...) dont Milady ¹⁹² connaît les parents, est retrouvé sous un pont éventré et mutilé. L'autre, frère du mercenaire qui entraîne le Kataëb dans le Kaisrouan n'est pas retrouvé. Série d'enlèvements de représailles par les Kataëb. (...)

Jeudi 4

Discussions sur le déménagement de l'Institut. Rangement du matériel de la fouille d'Arca.

(...) Le quartier Hamra est vivant avec embouteillages et magasins ouverts.

(...) Rues désertes dans Kantari mitraillé et incendié jusqu'à l'Institut.

Vendredi 5

Nuit calme. Porté cahiers de comptes à l'ambassade, remporté cahiers de fouille en passant par le wadi Abou Jamil (calme). Réglé la question du billet Air France et déménagement de Denis Canal ¹⁹³.

T. Bianquis ¹⁹⁴ passe à l'Institut. Suite du rangement du matériel d'Arca.

Rues peu sûres. Ne vais pas à la maison.

Décidons de partir le lendemain à 9h pour Byblos.

Samedi 6 (Samedi noir)

Nuit calme. Départ pour Byblos retardé faute de passeport de M. Will. Tasso ¹⁹⁵ contacté ne peut le faire chercher. Route peu sûre.

Reprise des tirs de plus en plus intense dans le secteur de l'Institut. Bruits de combats du côté de la Place des Canons où Georges Tate est coincé dans un embouteillage. Dégradation rapide de la situation ; expéditions Jacqueline Sadr, Edgar Baccache, Halim, Djamilé ¹⁹⁶. Tirs dans le bas du Starco. Djamilé revient faute d'avoir pu trouver un taxi et effrayée de la situation Place des Canons. Combats violents entre Place Debbas et Place Ryad Solh. Déjeuner chez Will. Un tireur à l'angle du jardin de l'Institut hurle, touché par une balle kataëb. Est évacué vers le wadi Abou Jamil.

Impossible de sortir l'après-midi. Suite des rangements d'Arca.

Tirs d'armes automatiques dans la rue G. Picot.

Dîner dans la chambre d'hôte de Djamilé. M. Will s'installe dans le bureau de D. Canal.

Apprenons l'horrible nouvelle : 500 enlèvements, 150 exécutions parmi les employés de bureau du secteur Place des Canons par les Kataëb pour venger le meurtre de 4 des leurs la veille au soir dans la montagne. Nous sombrons dans la folie collective.

Plus tard j'apprends que Halim avait été arrêté à un barrage islamique mais avait réussi à s'échapper pour ne pas être tué sur carte d'identité...

Dimanche 7

Nuit agitée mais supportable : ai dormi dans l'ancien bureau de l'abbé Starcky.

Réveillé le matin par tirs de roquettes.

Fin rangement Arca et mise en caisse.

11 heures : en regardant par l'œilleton des Will, vois 2 hommes en keffiyé devant la porte de l'Institut et un 3° escaladant le mur avec une mitrailleuse. La porte est ouverte. Téléphone Tasso occupé. Tate prévenu. Entrée de 13 hommes moitié en civil + keffiyé moitié en battle dress et casque. Ali va à leur rencontre. Discussions. Inspection du jardin. Les nassériens s'en retournent poliment sans fermer la porte. Quelle trouille. Ouf ! Djamilé terrorisée. Heureusement que Halim n'était pas là.

Après-midi tournons en rond. Contacts nombreux avec G. Tate, ambassade, etc...

Maigre dîner. Nuit dans nos chambres. Un tireur installé dans jardin au coin N-O face aux Kataëb.

Lundi 8

Nuit bruyante. Tirs d'armes lourdes, obus, roquettes.

10h Nouvelle incursion des nassériens. Téléphone à Tate qui alerte l'ambassade. Ali et Will à leur rencontre.

192. Milady Khairallah, qui travaillait à l'administration du lycée de la Mission laïque à Beyrouth.

193. D. Canal avait dû rentrer en France pour raisons personnelles.

194. Nouveau directeur de l'Institut français de Damas.

195. Fonctionnaire à l'ambassade de France.

196. J. Sadr : secrétaire ; E. Baccache : dessinateur ; Halim : planton ; Djamilé : cuisinière.

Obligé Djamilé à se cacher. Will fait entrer les 2 chefs : un jeune, gros mine épanouie, coiffé d'une casquette kaki et vêtu d'un uniforme kaki, un second plus âgé, la quarantaine, l'air intelligent et pondéré, vêtu aussi de kaki, tête nue. Les autres restent en bas. Très jeunes, l'air un peu énervé. Tous une mitraillette à la main et sur la manche l'insigne nassérien.

Veulent s'installer dans la maison. M. Will refuse. Finalement acceptent d'évacuer la maison après avoir vérifié qu'aucune fenêtre ne permettait de voir le siège des Kataëb. Se retirent poliment mais prennent possession du jardin définitivement. Finalement sentiment de relative sécurité.

Nous installons dans la salle des périodiques. Violents combats. Par la fenêtre aperçois à l'angle Alliance, G. Picot, côté Kataëb, deux voitures en travers de la rue G. Picot : une voiture de luxe à cheval sur le trottoir nord, peu touchée ; un minicar (kataëb) criblé de balles. Pas trace des conducteurs, morts sans doute.

Tournons en rond. Violence des combats. Décidons de dormir dans salle des périodiques. Installons le téléphone d'en haut dans la salle et décrochons celui d'en bas. Contact maintenu heure par heure avec G. Tate.

Ali, Djamilé et moi nous installons dans les périodiques. M. Will va se coucher après le dîner près de la salle des périodiques, avec Diane ¹⁹⁷ dans la chambre de Grévin. (...)

Mardi 9

3h du matin. M. Will nous réveille : il a entendu cogner dans la porte. M'habille en vitesse et vais écouter : en fait il s'agit du bruit d'une arme résonnant avec des coups sourds. (...). Je m'installe au 1^{er} étage des périodiques près de l'escalier pour mieux entendre.

6h du matin. Suis réveillé par l'éclair puis la déflagration d'une roquette qui a dû toucher l'Institut. Vacarme épouvantable. L'Institut semble devoir s'écrouler. Me réfugie au RdCh. Plus d'électricité. Les vitres non encore cassées tombent dans tout l'Institut.

8h. Djamilé réussit à nous faire un café. (...)

10h. On cogne à la porte que nous avions, Ali et moi, barricadée la veille. N'ouvrons pas. On n'insiste pas.

Dans le jardin des gens s'affairent : mise en place d'un mortier ? En fait pillage des annexes. Bruit de moteur dans la rue de l'Alliance : probablement nos voitures qui s'en vont...

Déjeuner à la chandelle de quelques restes.

13h. Trois explosions dans le couloir de l'entrée : deux tirs dans la serrure une dans le bois de la porte. Attente angoissée. Finalement l'homme renonce, mais la situation est devenue très dangereuse pour notre sécurité du fait des pillards qui profitent du déplacement du front.

Téléphonons aux services officiels : CSI, armée, Brigade, qui ne répondent pas, à G. Tate, Tasso, Marfaing, Clément, Garrot, qui promettent d'essayer de faire intervenir l'armée, aux chefs des combattants qui nous promettent le respect de l'Institut etc... Finalement Kawkabani ¹⁹⁸ nous appelle et nous propose de faire intervenir un colonel de l'armée et de nous envoyer un car. Attendons. L'heure tourne. Rien ne vient. Il est clair qu'à la nuit on fera sauter la porte. Tout pourra alors advenir...

14h15. Coup de fil de l'Émir Chéhab qui décide de faire intervenir le président.

14h35. L'Émir nous rappelle et promet un blindé dans une ½ heure.

Préparons nos affaires. Ali vérifie la serrure et débloque la porte. M'installe près de la porte d'en haut pour guetter l'arrivée du char. Coups de fil sans interruption : l'Émir, Marfaing, Georges Tate toutes les 10 minutes.

15h30. Toujours rien. M. Will devient dubitatif. Le soleil descend. Dans 1h et demie ce sera la nuit. Chacun fait ses comptes...

15h45. Toujours rien. G. Tate tente de nous soutenir le moral qui commence à vaciller. Bientôt une heure de passée.

15h55. Le voici !

J'ouvre la porte d'en haut pour lui faire signe. Ali n'arrive pas à ouvrir celle d'en bas. Il faut passer par le haut. Moment délicat. Les tirs ne cessent pas.

Je fonce courbé en deux dégringole l'escalier ouvre la porte de la rue. Djamilé suit, puis Ali, puis M. Will. Appelle Diane qui tremble et, assise à 10 m semble devenue folle. Elle regarde le blindé avec terreur et quand je veux l'y faire entrer, s'enfuit derrière la maison. Tant pis. Je monte dans le VTT. La porte est fermée. Sauvés ?

Le blindé remonte la rue G. Picot descend Bab Ed-Driss et va chercher 2 hommes et 1 femme dans un ensemble de maisons pauvres. Ambiance tendue dans le blindé. Repartons et arrivons Place des Canons sous la pluie, truffée

197. Diane est la chienne de D. Canal.

198. Ibrahim Kawkabani, Inspecteur du service des Antiquités.

de jeeps, ambulances, blindés. Le poste est bourré d'uniformes. Attente dans le bureau d'un commandant puis départ pour le musée à grande vitesse. Bruit assourdissant et visages crispés : si une roquette touchait le blindé, impossible de s'échapper. Arrivée au musée. Enfin ! Le calme ! Logeons chez l'Émir.

Dîner tôt, coucher à l'étage dans une chambre donnant sur l'hippodrome de part et d'autre duquel s'affrontent des clans opposés... Nuit calme.

Mercredi 10

Repos, détente relative, longues discussions avec l'Émir. Le soir explosions et tirs. Nuit plus bruyante. Me suis installé dans le couloir pour dormir. Quelques obus et roquettes.

Jeudi 11

Impossible de sortir : tirs et explosions dans rue de Damas au stade du Chayla. Hôtel Dieu assiégé. Fac de médecine occupée par la gauche. Le père Hours s'est enfui par un trou dans le mur à l'Hôtel Dieu.

Tournons en rond. Sorti sur le trottoir : l'armée occupe les abords du musée.

Le soir apprenons que la gauche décide unilatéralement d'arrêter les combats. Célébrons l'événement sans y croire. Reprise des tirs, roquettes, obus. M'installe au 1^{er} étage dans la maison avec Hafez Chéhab. Nuit chaude au début, puis calme.

Vendredi 12

Calme relatif. Décide de rejoindre Milady dans le quartier ouest. Tasso pense que c'est possible. Milady envoie un taxi. M. Will reste. Adieux. Depuis 5 minutes un franc tireur s'est installé sur les toits de la rue de Damas au carrefour. Moment difficile. (...) Le boulevard est bordé de véhicules blindés à l'arrêt. Quelques curieux s'abritent derrière les arbres ou dans les portes. Sommes seuls avec une autre voiture. Passons l'autoroute de l'aéroport puis au carrefour Berbir embouteillage ! Sur 10 mètres nous sommes passés d'une zone de peur à une zone de vie normale : encombrements de voitures, de carrioles, de promeneurs en famille.

(...) impossible de s'habituer aussi vite à cette opposition de zones de guerre et de vie normale séparées par des no man's land déserts. (...)

Début de contre-offensive kataëb dans le secteur de l'Institut.

Samedi 13

Repos. Rien à signaler dans la région.

Suite de la contre-offensive phalangiste par le wadi Abou Jamil.

Dimanche 14

M. Will réussit à son tour à quitter le musée où la nuit a été agitée. S'installe également chez Milady.

Les tirs continuent en ville. Impossible de sortir du quartier. Nuit : quelques tirs autour de la caserne Sakanet Helou qui est tout près de chez Milady.

Lundi 15

Début d'accalmie en ville mais toujours impossible de sortir du quartier. Le soir pourtant au téléphone Georges Tarazi¹⁹⁹ me dit être allé tous les jours dans notre quartier²⁰⁰. Rendez-vous est pris pour le lendemain. (...)

Mardi 16

Un taxi vient nous chercher et nous dépose à l'ambassade où nous retrouvons Ali. Le secteur Kantari reste dangereux et il faut faire vite pour traverser la rue Clémenceau. L'ambassade nous prête une voiture. Descendons jusqu'à l'appartement en traversant 2 barrages nassériens. Le front de mer reste dangereux : nous atteignons l'immeuble par la rue de Phénicie et le jardin de l'Excelsior. Dans la ruelle longeant la maison voitures calcinées et quantité considérable de douilles formant par endroits un véritable tapis. (...)

Dans le bâtiment arrière toutes les portes ont été enfoncées. La nôtre porte la trace de 5 balles tirées dans la serrure et autour. L'appartement est dévasté. Tout a été jeté par terre. La caméra, le projecteur, de nombreux vêtements, chaussures etc... ont été volés. (...) Les tirs reprennent. Nous filons.

199. Propriétaire de l'appartement de P. Leriche.

200. Quartier de l'appartement de P. Leriche, près de l'hôtel Saint-Georges.

Pas de téléphone à l'ambassade pour rappeler le taxi. Repartons à pied jusqu'au Collège protestant où Françoise Bordreuil nous prête une voiture. (...) Repartons pour l'Institut à 2 voitures : rue Spears, rue Clémenceau puis fonçons sur la rue G. Picot. Barrage kataëb devant le siège. Le chef qui nous contrôle a les poches pleines de couteaux d'argent volés. Nous passons.

À l'Institut nous constatons les dégâts : porte enfoncée, pillage dans les pièces du bas des bâtiments annexes et du bâtiment principal. Diane tuée se décompose dans la chambre de Djamilé. Destruction de tous les négatifs sur verre qui gisent en tas au pied du balcon de la salle à manger. Les voitures ont disparu. (...) Impossible de s'aventurer dans la rue à cause des francs tireurs.

Dans l'appartement du directeur aussi début de pillage, les appareils photo, projecteurs etc... ont disparu. Des lits ont été installés dans le hall de réception par les phalangistes. (...)

Mercredi 17

(...) Début du déménagement de ce qui reste dans l'appartement (...).

Jeudi 18

Vidage de l'Institut : 110 caisses, 7 camions pour Byblos. Passage de la patrouille du P. C. pour inspecter le jardin. (...)

Vendredi 19

Vidage de l'appartement avec Ali. (...)

Samedi 20

Suite du travail à l'Institut : effectue des réparations sur le toit pour éviter les fuites dues à la pluie. Réservation de ma place d'avion.

Dimanche 21

Transport des caisses personnelles.

Mardi 23

Départ pour Paris ».

DOCUMENT 9

Budgets de fonctionnement de l'Institut

Indications fournies par les compte rendus des demandes de budgets et des séances de la Commission des Fouilles. Chiffres en francs français et en livres libanaises, selon informations. Les années 1968, 1973 et 1975 manquent.

Les crédits comprennent le fonctionnement et les publications, les deux sommes confondues. Lorsqu'elles ont été l'objet de budgets séparés, on le signale dans la colonne « Subventions publications », les sommes alors représentées ne tenant pas compte des reliquats éventuels des crédits de publication.

À partir de 1954, les subventions de fonctionnement et de la mission de Syrie du Nord sont fondues en une seule.

DATES	Demandes	Crédits attribués	Subventions publications ou mission de Syrie du Nord	Crédits exceptionnels
1945				2 000 000 FF ¹
1946	62 401 LL ²			1 187 004 FF
1947	157 646 LL et 3.000 LL (mSn) ³	122 533 LL	26 620 LL (mSn)	
1948	125 435 LL et 36 600 (mSn)	100 500 LL		
1949		99 511,84 LL		
1950		72 500 LL	19 800 LL (mSn)	
1951		65 000 LL	20 300 LL (mSn)	
1952		63 000 LL	20 300 LL (mSn)	
1953		62 000 LL	20 300 LL (mSn)	
1954		83 156,36 LL		
1955		75 000 LL		
1956		75 000 LL		2 775 000 FF et 3 330 000 FF ⁴
1957		99 318,47 LL		
1958		87 972,37 LL		
1959		79 150 LL		
1960		130 336,44 LL		
1961		106 289,79 LL		
1962		99 769,58 LL		
1963		153 052,88 LL		
1964		178 697,28 LL		
1965		84 274,31 LL	50 203,84 LL (P) ⁵	
1966		85 755,62 LL	53 370,13 LL (P)	
1967		95 516,37 LL	6 410,25 LL (P)	
1969		113 242,44 LL	12 820,51 LL (P)	
1970		146 409,61 LL		
1971		142 673,50 LL		
1972		165 299,10 LL		
1974		181 146,51 LL		

1 : Les crédits exceptionnels se justifient par l'installation de l'institut qui a nécessité de nombreuses dépenses (dont les réparations de la maison et son aménagement).

2 : Budget pour quatre mois. Le budget de 1946 ne tient pas compte du traitement du directeur. H. Seyrig ayant été nommé en décembre 1945, son salaire a été compté pour l'année entière.

3 : mSn = mission de Syrie du Nord.

4 : Crédits dont la destination n'est pas précisée.

5 : P = Publications.

Exemples de taux de change entre la livre libanaise et le franc :

1946 : 1 LL = 54,35 F

1947 : 1 LL = 54,32 F

1948 : 1 LL = 54,30 F

1950 : 1 LL = 110 à 120 F

1952 : 1 LL = 112 F

1956 : 1 LL = 111 F

1974 : 1 LL = 2,05 F ²⁰¹

201. Le passage de l'ancien au nouveau franc a eu lieu en 1959 (100 AF = 1 NF).

SOURCES

*Entretiens***Membres de l'Institut français d'Archéologie de Beyrouth :**

- Basile Aggoula, entretien téléphonique, 29 novembre 2005
- Edgar Baccache, 12 août 1994 et 25 juillet 1995
- Leila Badre, entretien téléphonique, 27 juillet 1995
- Paul Bernard, 12 juin 1995
- Jean-François Breton, 3 août 1995
- Olivier Callot, novembre 2005
- †André Caquot, 15 juin 1995
- Dominique Chevallier, entretien téléphonique, 27 juin 1995
- Jean-Marie Dentzer, 31 mai 1995
- Jean-Daniel Forest, entretien téléphonique, 14 juillet 1995
- Jean-Claude Gardin, 28 juin 1995
- Michal Gawlikowski et Mme, 15 et 17 février 2000
- Jean-Louis Huot, 16 février 1995 et entretien téléphonique, 14 juillet 1995
- Pierre Leriche, 1994, 1995
- Georges Le Rider, 7 juin 1995
- Jean-Claude Margueron, 8 février 1995 et entretien téléphonique, 14 juillet 1995
- Maurice Sartre, par écrit, novembre 2006.
- Georges Tate, entretien téléphonique 13 juillet 1995, entretien 25 juillet 1995, mail 11 novembre 2004
- Javier Teixidor, 13 juillet 1995
- Marguerite Yon, 23 juin 1995
- †Ernest Will, 28 juin 1994, 7 février, 31 mai, 28 juin 1995

Autres personnalités proches de l'institut, ou membres de l'institut après la période étudiée ici :

- Jamal Akil, 28 juillet 2005
- Christian Augé, entretien téléphonique, 12 juillet 1995
- Janine et Jean-Charles Balty, 6 août 1995
- Pierre Bordreuil, 12 juillet 1995
- Olga Chéhab, 31 juillet 1995 (épouse de Maurice Chéhab)
- Bertrand Lafont, 2005
- †Jean Lauffray, 14 décembre 1994, 23 juin 1995
- Hassan Sarkis, 26 avril 1995
- Agnès Schlumberger, 18-19 juin 1995 (épouse de Daniel Schlumberger)
- François Villeneuve, 1995-2005
- Duncan Youngerman, 6 et 13 juillet 1995 (petit-fils d'Henri Seyrig)
- Yolanta Zaluska, mail 18 novembre 2005 (épouse de J.-T. Milik)

Archives

Tous les types d'archives disponibles à l'IFAPO de Beyrouth et concernant l'institut ont été utilisés (plusieurs manques sont à déplorer). Pour exemple (liste non exhaustive) :

- copies des lettres expédiées, année par année (relations avec les services des Antiquités, avec les chercheurs de passage, litiges, courriers aux Affaires étrangères) ;
- courriers en rapport avec la bibliothèque (commandes d'ouvrages, échanges, agrandissements du bâtiment) ;
- dossiers du personnel scientifique (*curriculum vitae*, correspondance avec le ministère des Affaires étrangères, avec le CNRS, avec le professeur « responsable », lettres de candidatures, arrêtés, etc.)
- dossiers du personnel administratif ;
- budgets annuels et demandes de budgets ;
- rapports annuels d'activité de l'institut ;

- procès-verbaux des Conseils scientifiques de l'institut ;
- comptes rendus des réunions de la Commission des fouilles à l'étranger ;
- correspondance administrative pour l'organisation de fouilles indépendantes de l'institut, auxquelles celui-ci prêtait son assistance ;
- courrier administratif et financier de la mission de Syrie du Nord ;
- courrier administratif et financier de la mission de Tell Arqa.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

(Voir également les notes du texte)

- AMANDRY (P.)
1978 « Notice sur la vie et les travaux de Daniel Schlumberger », *CRAI*, fasc. II, avril-juin, p. 485-497.
- AMMOUN (D.)
2005 *Le Liban contemporain*, t. 2 : 1943-1990, Paris.
- AVEZ (R.)
1993 *L'Institut Français de Damas au Palais Azem (1922-1946) à travers les archives*, Damas.
- CHEVALIER (N.)
2002 *La recherche archéologique française au Moyen-Orient. 1842-1946*, Paris.
2005 « Des archéologues et des diplomates : un siècle d'archéologie française au Moyen-Orient », *Archéologies. Vingt ans de recherches françaises dans le monde*, Paris, p. 21-24.
- CLERMONT-GANNEAU (C.)
1900 « Note sur la création, en Syrie, d'une station d'archéologie orientale dépendant de l'École du Caire », *Recueil d'archéologie orientale*, Paris, p. 319-322.
- CLOAREC (V.) et H. LAURENS
2000 *Le Moyen-Orient au XX^e siècle*, Paris, 2000.
- GARDIN (J.-C.)
1972 « La création du Centre de recherches archéologiques », *Courrier du CNRS HS 5*, Paris.
1991 *Le calcul et la raison. Essai sur la formalisation du discours savant*, Paris, éd. ÉHÉSS.
- GELIN (M.)
1996 « 1946-1996, l'Institut français d'Archéologie du Proche-Orient fête ses cinquante ans », *Le Monde de la Bible*, 96, p. 64.
2002 *L'archéologie en Syrie et au Liban pendant le mandat français (1919-1946). Histoire et organisation*, Paris.
- GRAN-AYMERICH (É.)
1998 *Naissance de l'archéologie moderne ? 1798-1945*, Paris.
- 2005 « La "Commission des fouilles" au ministère des Affaires étrangères », *Archéologies. Vingt ans de recherches françaises dans le monde*, Paris, p. 31-35.
- GRESH (A.) et D. VIDAL
2003 *Les cent clés du Proche-Orient*, Paris.
- HUOT (J.-L.)
1969 « Tribune Libre », *Archéologia*, 30, p. 89-90.
1985 « Complément d'archives », *Nouvelles de l'archéologie*, p. 89-90.
- LEMARCHAND (P.), éd.
1994 *Atlas géopolitique du Moyen-Orient et du monde arabe : le croissant des crises*, Bruxelles.
- MARÈS (A.)
1983 « Puissance et présence culturelle de la France. L'exemple du Service des Œuvres françaises à l'Étranger dans les années 30 », *Relations Internationales*, 33, p. 65-66.
- PICARD (É.)
1988 *Liban, État de discorde. Des fondations aux guerres fratricides*, Paris.
- PICAUDOU (N.)
1989 *La déchirure libanaise*, Bruxelles.
- SELLIER (J.) et A. SELLIER
2002 *Atlas des peuples d'Orient*, Paris.
- SEYRIG (H.)
1985 « Note sur la réforme de la recherche archéologique en France, et projet de statut », *Nouvelles de l'archéologie*, p. 75-77.
- WILL (E.)
1973 « Daniel Schlumberger », *Syria*, 50, p. 267-276.
1978 « Nouvelles archéologiques 1978. L'Institut français d'archéologie du Proche-Orient », *Syria*, 55, p. 180.
1989 « Jean Starcky », *Syria*, 61, p. 353-354.
1993 « Notice sur la vie et les travaux de M. Henri Seyrig », *CRAI*, fasc. II, avril-juin, p. 385-397.



Fig. 1 : Daniel Schlumberger (à gauche) et Henri Seyrig. Années trente. Coll. A. Schlumberger.



Fig. 2 : De gauche à droite, 2^e : J. Lassus, 3^e : M. Écochard, 6^e : G. Tchalenko, 7^e : D. Schlumberger, années trente. Coll. A. Schlumberger.



Fig. 3 : H. Seyrig (à gauche) et Aziz, son chauffeur. Photo A. Varjabédian. Vers 1950 ? Coll. A. Schlumberger.



Fig. 4 : De gauche à droite : P. Amandry, H. Metzger, E. Will. 1939-1940 ? Coll. particulière.

Fig. 5 : « Scène de banquet ». De gauche à droite : Émir J. Abd el Kader (conservateur du Musée national de Damas), H. Seyrig, S. Abdulhak (quelques mois avant sa nomination comme directeur des Antiquités de Syrie). Saint-Hilarion, Chypre, 9 octobre 1949. Coll. particulière.



Fig. 6 : La « mission chypriote » à la table de l'Institut. De gauche à droite : É. Coche de la Ferté, C. Schaeffer, H. Abdelnour, X, cuisinière, Mme Schaeffer, H. Seyrig, L. Périchon, X, O. Schaeffer, W. Forrer. De dos : J. Starcky (?). Coll. IFPO.





Fig. 7 : De gauche à droite : F. Dupont-Sommer, M. Calvet (M. Yon), G. Tellier, J. Starcky, P. Bernard, J.-M. Dentzer. À l'Institut, 1965. Coll. IFPO.



Fig. 8 : De gauche à droite : J.-L. Huot, D. Huot, D. Margueron, J.-Cl. Margueron. Jardin de l'Institut, juin 1967. Coll. IFPO.



Fig. 9 : De gauche à droite : A. Schlumberger, I. Schlumberger, P. Bordreuil, D. Schlumberger, R. Stucky, R. Hafez (restaurateur du Musée national de Damas), H. de Contenson. Ougarit, 1971. Coll. A. Schlumberger.



Fig. 10 : Chypre, 1969-1970. De gauche à droite : M. Yon, F. Zayadine, J. Starcky, O. Aurenche. Coll. IFPO.



Fig. 11 : De gauche à droite :
B. Aggoula, J. Starcky. 1972-1974.
Coll. IFPO.

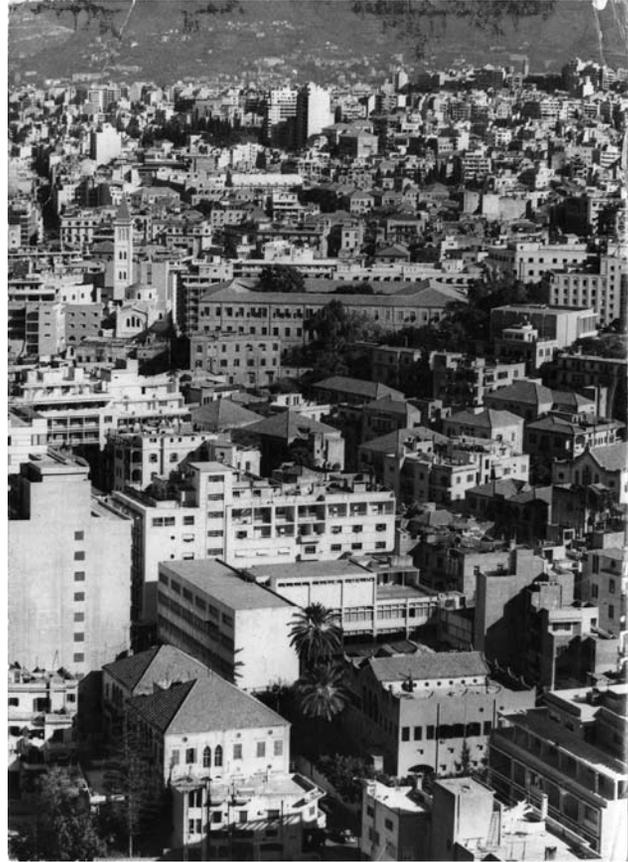


Fig. 13 : Vue aérienne de Beyrouth. La maison Beyhoum est la deuxième en partant du bas, droite (on voit deux palmiers devant la façade). Coll. IFPO.



Fig. 12 : De gauche à droite : J.-F. Breton,
P. Leriche. Ai Khanoum (Afghanistan), 1977.
Coll. P. Leriche.



Fig. 14 : Vue de la maison Beyhoum à l'angle de la rue
de l'Alliance et de la rue Georges Picot.
Photo C. Ciceione. Coll. A. Schlumberger.



Fig. 15 : La bibliothèque, vers 1949.
Photo L. Périchon.
Coll. IFPO.

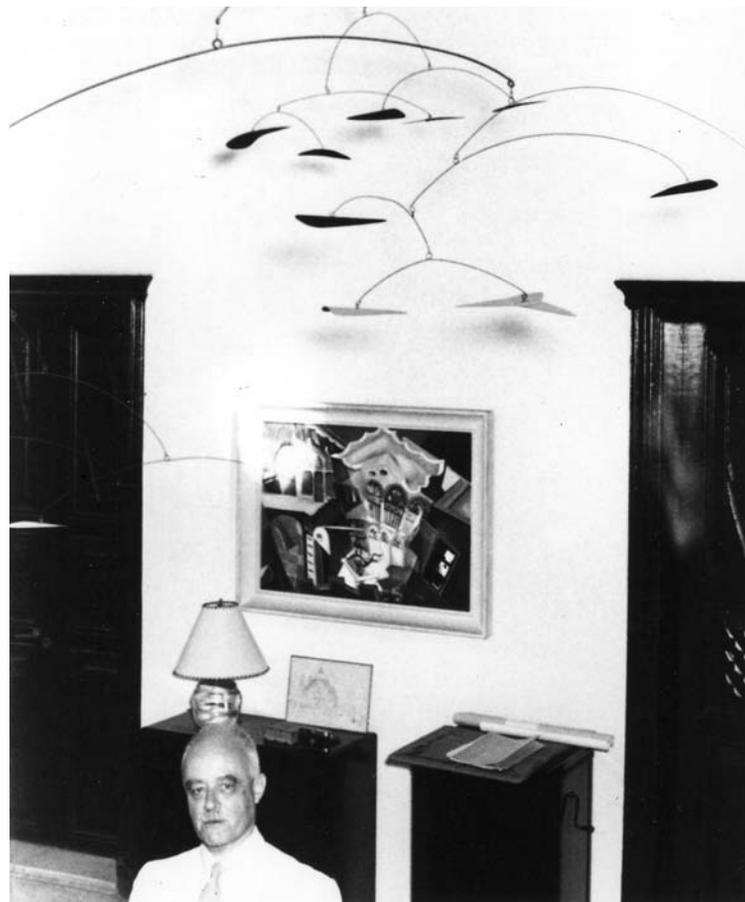


Fig. 16 : Salon de l'Institut, décoré d'un tableau surréaliste qui représente la maison Beyhoum et d'un mobile d'A. Calder. H. Seyrig au premier plan. 10 novembre 1955. Photo M. Charlton. Coll. particulière.